

Bulletin du G.S.I

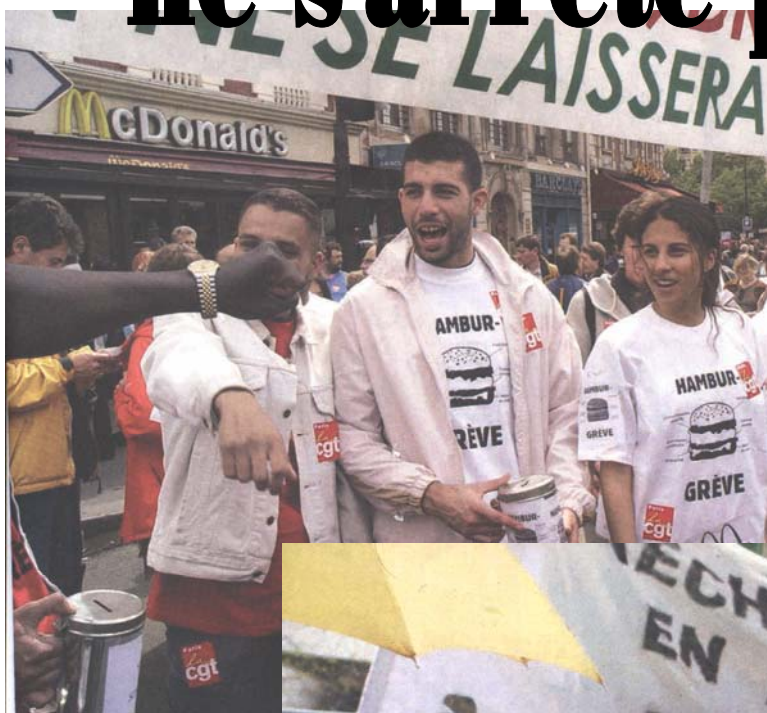
(Groupe Socialiste Internationaliste)

Section Française de la Ligue Internationale des Travailleurs
IV° Internationale N°51 - MARS 2004 - 2 EUR



L'Internationalist

La lutte des classes ne s'arrête pas



aux élections

Sommaire du n° 51

- ✓ **Edito.** Accord LO/LCR : "perspective" électorale ou... perspective ouvrière et socialiste ? p. 2
- ✓ Un dispositif de dislocation des grèves. p.4
- ✓ Santé, sécurité sociale : la mobilisation est à l'ordre du jour. p.5
- ✓ Non au démantèlement de la recherche publique ! p.6
- ✓ Elections des représentants étudiants... p.7
- ✓ **Tribune libre** - Profession de foi de la FSE-Paris III. p.8
- ✓ **Débat** :
- ⇒ Avant propos en défense du marxisme. p.10
- ⇒ A propos de la "loi interdisant les signes religieux ostensibles" : "Quelle est la main qui se saisira de cette loi ?". p.11
- ⇒ Annexes sur la religions : Marx, Engels, Lénine, Trotsky. p.15
- ✓ **Brésil** - Débat pour un nouveau parti :
- ⇒ Sur la réunion du PSTU avec la sénatrice Heloisa Helena. p.17
- ⇒ "Il faut un mouvement unitaire pour un Nouveau Parti" Zé Maria. p.17
- ⇒ Lettre ouverte - Il faut un mouvement unitaire pour un Nouveau Parti - MNPS. p.19

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 :

A.P.I.D.O
BP 66

94311 ORLY CEDEX FRANCE
(adresse pour
toute correspondance)

Courrier électronique
(E-Mail) :
apido.gsi@wanadoo.fr

Site Web:
**http://perso.wanadoo.fr/
apido.gsi/**

Clôture rédactionnelle le
28 février 2004

Directeur de la publication :
J.-L. DAVIER

Commission paritaire : en cours

Imprimerie spéciale

Edito.

Accord LO/LCR : "perspective" électorale ou... perspective ouvrière et socialiste ?

J'insiste doublement dans ma préface - c'est-à-dire dans les Leçons d'Octobre - sur le fait que la bourgeoisie, lorsqu'elle prit le pouvoir, bénéficia de tout une série d'avantages en tant que classe, alors que le prolétariat ne peut compenser l'absence de ces avantages qu'en possédant un parti révolutionnaire (...) de même, les conditions révolutionnaires les plus favorables ne peuvent amener le prolétariat à la victoire s'il n'est pas dirigé par un authentique parti révolutionnaire capable d'assurer la victoire (...) le prolétariat ne peut même pas utiliser la situation révolutionnaire la plus favorable si dans la période antérieure, préparatoire, l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat ne s'est pas structurée au sein d'un parti authentiquement révolutionnaire, c'est-à-dire un parti bolchevique. Ceci est la leçon centrale d'Octobre. Toutes les autres lui sont subordonnées. [Souligné par nous]. Citation de Trotski tirée de *La dictature révolutionnaire du prolétariat* de Darioush Karim (N.Moreno), Bogota, 1979. Citation originale de Trotski, dans *Our differences. The challenge of the left opposition*.

Les élections ne sont donc, pour nous, qu'un des nombreux moyens tactiques pour arriver à la construction d'un parti ouvrier internationaliste pour le socialisme. Les élections doivent être utilisées comme une tribune pour propagandiser notre programme. En l'occurrence, nous pensons que LO/LCR doivent avancer le socialisme comme perspective, et comme alternative au capitalisme. Ils doivent donc agiter en permanence le mot d'ordre d'Etats Unis Socialistes d'Europe, tout en appuyant la mobilisation permanente des travailleurs - autour de mots d'ordre transitoires concrets et saisissables par tous- contre les attaques dont ces derniers sont victimes.

Pour donner un contenu concret à leur Plan d'urgence, pour donner un contenu réellement anticapitaliste à leur Plan d'urgence, LO/LCR doivent exiger l'abrogation des lois constitutionnelles sur la décentralisation, car ces lois sont l'axe par où passent toutes les attaques contre les droits des travailleurs. Notamment, le démantèlement du Code du Travail et des conventions collectives. Ce

dispositif est le bon prétexte qui justifie le démantèlement de la fonction publique (hospitalière et d'état), de la sécurité sociale, de l'éducation nationale. Les lois sur la décentralisation concentrent toute la politique réactionnaire de l'Europe du capital : elles justifient la mise en place des fonds de pensions, la privatisation des services publics... **Les lois constitutionnelles sur la décentralisation justifient toutes les attaques contre les travailleurs, toutes les privatisations au nom d'une soi-disant "Europe fédérale et démocratique"** .

Or, que pouvons nous lire dans le *Plan d'urgence sociale et démocratique* proposé par la LCR, au paragraphe intitulé *des lois Defferre ni démocratiques, ni solidaires* (p.7) : "les lois Defferre n'ont pas répondu à cette attente : elles ne sont pas accompagnées d'une redistribution solidaire et démocratique." Pour la LCR, qui propose donc une réforme "démocratique et solidaire" de l'Europe, l'alternative ne serait plus celle de **socialisme ou barbarie**...? Mais comment, donc, pourrions-nous "décider et contrôler ensemble" (Plan d'urgence sociale et démocratique, p15) et "enlever au patronat et aux financiers le pouvoir absolu qu'ils exercent sur l'économie" ? (Protocole d'accord LO/LCR) .

Comment, donc, pourrions-nous instaurer "la suppression des secrets bancaire et commercial, la transparence sur les comptes des entreprises, publiques comme privées, afin que chacun puisse y accéder et vérifier d'où vient l'argent et où il va" ? (Protocole d'accord LO/LCR). La LCR nous propose non pas le contrôle ouvrier sur la production mais d'instaurer : "...un budget participatif élaboré, décidé et contrôlé par des assemblées régulières de quartiers" (Plan d'urgence sociale et démocratique, p.15). Ce projet est celui qui à été défendu bec et ongles, au Brésil, par Démocratie Socialiste (courant de la LCR dans le PT brésilien) ; ce projet s'accorde totalement au programme pro-capitaliste de Lula.

(Suite page 3)

(Suite de la page 2)

Ici, comme au Brésil, le budget participatif signifie la gestion de la misère, ou la cogestion du système capitaliste. Au Brésil, ce projet est synonyme de mort... par exemple, pour les 40 paysans sans terre du MST (Mouvement des Sans Terre)*. Merci, Mr Rosetto, membre de Démocratie Socialiste et ministre de la "réforme agraire" du gouvernement de collaboration de classes de Lula ! Merci, de vos bons conseils à vos camarades du bureau politique de la LCR ! Pour la LCR, l'impérialisme ne serait-il donc plus le stade suprême du capitalisme ?! La mondialisation capitaliste serait-elle réformable ?! Le Secrétariat Unifié aurait donc trouvé sa troisième voie... à échelle internationale.

Alors que dans le Protocole d'accord LO/LCR pour les élections régionales et européennes il est dit : *"Contre les souverainistes de droite et de gauche, nous affirmons que nous sommes partisans d'une Europe unifiée d'un bout à l'autre du continent, des Etats-Unis Socialistes d'Europe..."*, à quoi sert donc cet accord... électoral ? Est-ce qu'un tel accord sera un levier pour les luttes des travailleurs ? Est-ce qu'un tel accord ouvrira une alternative de rupture, non pas radicale, mais révolutionnaire ? **Pour nous, il est clair que sans la perspective du socialisme, ce soi-disant anticapitalisme se réduit à une ligne de supposée démocratie jusqu'au bout : à un antilibéralisme stérile.**

Vous avez l'espoir de changer les choses de façon "radicale", vous voulez condamner la politique du gouvernement Chirac-Raffarin-Sarkozy ? Votiez LO/LCR ! **Mais surtout, comme le répète à l'envie Arlette, ne vous faites aucune illusion sur votre vote :** *"Un vote même massif en faveur de ces listes ne suffira pas en lui-même pour changer le rapport de force entre les travailleurs et le patronat. Mais il permettra aux électeurs des classes populaires de se prononcer sur une politique qui soit à l'opposé de celle qui est menée depuis 25 ans."* (meeting du 19 février 2004 à Amiens). Exact : nous sommes, sur ce point, tout à fait d'accord ! Mais alors, que faire ? Attendre...ou construire, dès maintenant, un parti ouvrier internationaliste pour le socialisme ?

Par ailleurs, dans un communiqué de LO du 30/01/04 à propos du deuxième tour des régionales (et oui, d'un point de vue électoral tout est déjà prévu entre LO et la LCR...!), Arlette déclare : *"Contrairement à ce qui a été publié dans certains organes de presse, l'accord entre Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste*

Révolutionnaire ne prévoit aucune consigne de vote dans le cas où leurs listes n'obtiendraient pas les 10% de suffrages nécessaires pour se présenter au deuxième tour.

Si leurs listes obtiennent 10% ou plus, le protocole signé entre les deux organisations prévoit le maintien de leurs listes au deuxième tour, quel que soit le cas de figure, sauf si l'examen attentif des scrutins du premier tour montre que le Front National risque de prendre la direction de la Région contre une liste de gauche. Dans ce cas, les deux organisations discuteraient et décideraient en commun, au niveau national, de l'éventualité d'appeler à voter pour une liste de gauche, ce qui serait aussi la même attitude si, dans le même cas, les listes LO-LCR n'obtenaient pas 10%."

Voter LO/LCR serait donc, pour les travailleurs, une façon de *"se prononcer sur une politique qui soit à l'opposé de celle qui est menée depuis 25 ans"*, par la droite ainsi que par la gauche plurielle et ses acolytes, si l'on comprend bien. Mais, alors, pourquoi éventuellement appeler à voter pour la momie gauche plurielle dans le cas où *"le Front National risque de prendre la direction de la région contre une liste de gauche"* ?

Le vote LO/LCR, un vote utile pour s'opposer à la politique réactionnaire de la droite ? Non : puisqu'il *"ne suffira pas en lui-même pour changer le rapport de force entre les travailleurs et le patronat"* ! Le vote LO/LCR, un vote qui nous permettra de nous organiser pour lutter efficacement contre la politique d'extrême-droite menée par le gouvernement UMP/UDF ? Le vote LO/LCR, un vote qui nous permettra de nous organiser contre le régime bourgeois de dictature constitutionnelle ? Le vote LO/LCR, un vote qui nous permettra de nous organiser pour combattre réellement l'extrême-droite ? **Pas si sûr !**

Le vote LO/LCR, sans perspective d'organisation sur la base de l'indépendance de classe, serait-il une réelle alternative politique pour les travailleurs : permettez-nous d'en douter sérieusement !!!

D'ailleurs, depuis quand la social-démocratie libérale et ses alliés post-staliniens seraient-ils un rempart contre le fascisme ? Depuis la guerre d'Espagne ? Depuis le coup d'état militaire de Pinochet au Chili ? Sûrement pas !! En tous les cas, ne comptez pas sur nous pour cautionner cette éventuelle mascarade qui ne ferait que nourrir de futures désillusions pour les travailleurs. **De plus, que ferait la "gauche plurielle" si elle revient aux**

affaires ? A n'en pas douter, la même politique que G. Schröder en Allemagne, la même politique que T. Blair en Angleterre, la même politique que Lula au Brésil... Le triomphe électoral de Chirac, obtenu grâce aux appels de la gauche plurielle et de la LCR à voter **"contre"** l'extrême-droite, n'a fait que nourrir les illusions de certains secteurs "d'extrême-gauche", envers la démocratie de marché et l'état bourgeois.

Leurs attentes et espoirs vis-à-vis de LO/LCR pourraient amener les travailleurs à s'organiser pour mieux se mobiliser. Mais leurs désillusions, leurs espoirs frustrés, combinés aux illusions de secteurs "d'extrême-gauche" envers la gauche plurielle et/ou les institutions bourgeoises, pourraient mener les travailleurs à la paralysie, à la désorganisation et à la défaite.

Nous pensons que le rôle des révolutionnaires est de s'appuyer sur les attentes et les espoirs des travailleurs, pour impulser l'organisation et la mobilisation des travailleurs. C'est donc sans aucune illusion, que nous accompagnerons les travailleurs dans leur vote pour les listes LO/LCR.

En effet, parce que nous voulons donner une réalisation concrète à leurs attentes et espoirs, nous croyons devoir nous appuyer sur la mobilisation des travailleurs et nous saisir de toutes les opportunités -ces élections, en l'occurrence, et le pôle d'attraction LO/LCR- pour impulser l'organisation indépendante des travailleurs. Ainsi, nous ne pouvons négliger le fait que lors du premier tour des dernières élections présidentielles, environ 3 millions de travailleurs ont porté leur confiance sur les listes "d'extrême-gauche", en particulier sur les listes LO/LCR.

Oui, **l'alternative à la barbarie capitaliste est la révolution socialiste** et non pas une supposée "démocratie jusqu'au bout". **Et ce changement ne passera ni par les urnes, ni par les institutions bourgeoises, mais par la lutte des classes. C'est pourquoi, pour construire le parti ouvrier internationaliste pour le socialisme, nous nous adressons aussi à tous les travailleurs, y compris à ceux - très nombreux- qui choisiront de ne pas voter.** Car lors de ces élections, le "parti" majoritaire dans la classe ouvrière risque d'être celui des abstentionnistes. **L'abstention ouvrière et populaire active** (car ceux qui s'abstiennent se mobilisent de plus en plus et ce, malgré les manœuvres des bureaucraties syndicales ;
(Suite page 4)

(Suite de la page 3)

voir, pour preuve, le nombre de conflits en cours...), risque, à nouveau, de perturber le "jeu institutionnel". **Nous ne nous en plaignons pas !** Nous ne participerons pas, ici, à l'entreprise médiatique de culpabilisation de tous ceux qui choisirent de s'abstenir. Ils ont leurs raisons, de bonnes raisons, de ne pas faire confiance à la démocratie bourgeoise. **Par contre, il est urgent d'offrir aussi, en termes d'organisation et d'avenir, à tous ceux qui s'abstiennent, une réelle alternative politique qui réponde à leurs intérêts**

de classe.

Encore une fois, et comme nous le disions dans l'Internationaliste n° 50 : *"L'élaboration d'un programme anticapitaliste et anti-impérialiste, programme posant clairement la lutte pour un gouvernement des travailleurs, appelant la mobilisation des travailleurs et des jeunes à l'échelle européenne contre l'Europe de Maastricht, voilà un des aspects de la politique des révolutionnaires dans une échéance électorale. Par ailleurs, sans une politique volontariste de construction du*

parti révolutionnaire, un programme, aussi correct soit-il, mènerait inéluctablement à une impasse le combat pour l'émancipation des travailleurs... Et, plus tôt ou plus tard, les révolutionnaires tomberaient dans les rets câlins du parlementarisme bourgeois".

* Plus de paysans sans terre ont été assassinés depuis l'arrivée au pouvoir de Lula que pendant la présidence précédente de Cardoso.

Lutte de classes

Un dispositif de dislocations des grèves.

Fin janvier et début février, une série de "journées d'actions" ont été organisées par les directions syndicales. Cheminots, électriciens et gaziers, postiers, etc., chacun est appelé à se mobiliser en ordre dispersé, alors que les licenciements se multiplient au rythme des restructurations et des OPA qui reprennent. En fait, les directions syndicales, celle de la CGT en premier lieu, ont mis en place un dispositif calqué sur le calendrier parlementaire, sorte de pas de deux avec le gouvernement, pour contrer toutes tentatives de déclenchement d'un conflit généralisé et poser ainsi les bases d'un nouveau consensus contre les travailleurs.

Tous, et en premier lieu ceux qui n'avaient pas mesuré l'étendue de l'attaque contre les retraites, ont tiré maintenant les leçons de la grève de mai-juin 2003 ; la division entre public et privé orchestrée par le gouvernement a, elle, montré ses limites ; chacun a fait ses comptes : les travailleurs perdent, et beaucoup, tant sur le montant des pensions que sur les années supplémentaires qu'ils auront à travailler pour prétendre à une retraite qui, dans tous les cas, sera dévaluée.

Le gouvernement ne s'est pas arrêté en si bon chemin, qui multiplie les remises en causes des acquis de la classe ouvrière ; le Code du Travail risque d'être vidé de toute signification par des d'accords dérogatoires ; les travailleurs immigrés sont rendus responsables des atteintes à la législation sociale portées par leurs employeurs ; les privatisations sont à l'ordre du jour : éducation nationale, santé, poste, chemins de fer, électricité, gaz... La liste est longue,

puisque le traité de l'Union Economique et Monétaire (traité de Maastricht), fait obligation aux pays signataires de privatiser tout ce qui peut l'être.

Il n'est pas un jour où l'Assemblée Nationale ou le Sénat n'aient à examiner un projet de loi dans le sens de cette entreprise de démolition et ce, entre deux projets signés Sarkozy ou Perben, visant à transformer ce pays en une "démocratie" à la Orwell, en un état policier. Bien entendu, chaque jour voit également se dérouler une grève, une manifestation, un rassemblement, conformément au calendrier parlementaire qui entérine au pas de charge la politique de Chirac-Raffarin-Sarkozy.

Ces attaques, sur le plan des acquis sociaux comme sur celui des acquis démocratiques, méritent amplement un appel à la mobilisation dans l'unité, toutes professions confondues, à la grève générale. Mais la "gauche plurielle", dont les militants contrôlent les organisations syndicales, redoute autant que la droite le déclenchement d'un tel mouvement. Mouvement qui poserait assurément, de façon encore plus aiguë qu'en 2003, la question d'une alternative politique au service des travailleurs, une alternative socialiste et, donc, une alternative qui n'attendrait rien de la "gauche plurielle", parti socialiste en tête.

En cette année d'élections multiples, le gouvernement UMP-UDF compte bien exercer son chantage sur les travailleurs. Toute grève, un tant soit peu importante, sera présentée comme "politique", le gouvernement sous-entendant par là : *"au service des*

ambitions électorales de la "gauche plurielle", accusation dont, à son tour, la "gauche plurielle" entend bien se défendre, alors : "silence dans les rangs !".

En même temps que les directions syndicales s'emploient à disloquer et à isoler les grèves, le gouvernement se prépare, lui, en légiférant par ordonnances, à dynamiter le Code du Travail, la Sécurité Sociale, la Santé... Alors que les conclusions de la commission Stasi (voir notre article dans ce numéro de l'Internationaliste) viennent à point pour justifier le démantèlement de l'enseignement public et l'alignement des lois laïques de ce pays sur les critères de l'Europe vaticane... Tout cela, sous l'œil attentif du département d'état US.

A merveille, le mois de juillet se prêterait à certaines manœuvres, à faire passer des lois habilitant le gouvernement à attaquer ces dossiers par ordonnances, à l'occasion d'une session extraordinaire du Parlement...! Et l'argument des vacances "qui ne permettent pas de mobiliser" serait, alors, immanquablement avancé par les directions syndicales.

Pourtant, problème est plus profond. S'il ne s'agissait "que" d'une coopération entre l'état, le gouvernement et les directions syndicales (ces dernières liées à la "gauche plurielle", répétons-le) pour empêcher le déferlement de la grève générale, ce serait, en soi, une scandaleuse collusion. Mais le 16 février 2004, sur France 2, il suffisait de suivre l'émission "100 minutes pour convaincre" dont le thème était "Voter.

(Suite page 5)

(Suite de la page 4)

Pour quoi faire ?", pour saisir de quoi il retourne.

Effectivement, ce soir-là, il fallait être drôlement futé pour déceler la ligne de désaccord qui aurait pu séparer le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, de Jacques Delors, président du CERC (Centre d'Etude des Revenus et de la Cohésion Sociale), et de Raymond Barre, ancien Président de la Commission Européenne, ancien premier ministre de Giscard, ancien maire de Lyon et ancien "meilleur économiste de France".

L'investissement privé insuffisant... ?

R. Barre acquiesce ! La formation professionnelle, question centrale... ? Tous trois d'accord pour une "formation tout au long de la vie" ! L'insécurité sociale..., ou l'idée d'une "sécurité sociale professionnelle" osée par B. Thibault...? J. Delors est pour la "repandre" ! Bref, l'accord était on ne peut plus large, ce soir-là, sur le plateau de France 2 ! C'était, en fait, "l'employabilité"¹ chère à J. Chirac, la refondation sociale chère au MEDEF, la "co-décision" à la suédoise..., qui étaient au centre de ce débat feutré.

Aussi, le journaliste Olivier Mazerolle, animateur de l'émission, de conclure : "on va s'arrêter là pour ce soir,

simplement je pense qu'on a montré que les discussions entre les syndicats et les politiques, ça peut se passer autrement aussi que par des vociférations ou des défilés, on peut aussi discuter." (sic).²

¹ Rappelons que ce concept, fumeux dans sa forme, revient à faire porter aux travailleurs la responsabilité du chômage : le travailleur est licencié s'il n'est pas "employable" et, s'il n'est pas "employable" il ne retrouve pas d'emploi. A lui, donc, de se former continuellement pour rester en état "d'employabilité".

² Le script de l'émission est disponible à l'adresse : <http://www.france2.fr/contents/Application/00049FE4.doc>

Santé, sécurité sociale : la mobilisation est à l'ordre du jour

L'analyse des projets du gouvernement en matière de santé et d'assurance maladie met en évidence une volonté de faire entrer de force le système de santé dans le carcan d'une gestion vouée entièrement aux intérêts capitalistes. Le plan hôpital 2007 et le projet de "réforme", de démolition, de la sécurité sociale sont entièrement axés sur la volonté de traiter l'hôpital comme "une entreprise productrice de soins" et la sécurité sociale, tout simplement, comme une société d'assurances. Au-delà, sont aussi visées les mutuelles, dans leur continuité en tant que telles ou dans leur existence tout court.

Bien entendu, tout cela est conforme aux "engagements internationaux" : traité de Maastricht, orientations de l'OCDE (Organisation pour la Coopération et le Développement Economique), de la Banque mondiale et du FMI (Fonds Monétaire International). Sous-entendu, par ce genre d'argument gouvernemental : "c'est obligatoire et seul l'accompagnement peut faire l'objet d'un débat...!" Pour le reste, l'essentiel donc, les experts ont tranché. Et ils savent ce qu'ils font, ils représentent les intérêts des grands groupes capitalistes.

Nous reviendrons ultérieurement plus en détail sur ce dossier volumineux qui représente un "gâteau" de 155 milliards d'Euros (chiffres de 2002), pour la seule branche santé, gâteau qui aigüise les appétits des capitalistes dont Chirac,

Raffarin et le "docteur Mattéi" sont les exécutants zélés. Nous soulignerons, cependant, que la méthode employée par le gouvernement s'appuie sur celle qui a été utilisée contre les retraites.

Ainsi, on retrouve une campagne de désinformation et de propagande, alternant le dénigrement et la démagogie envers les personnels de santé, des fonctionnaires pour la plupart (relevant du titre IV du Statut de la fonction publique). Cette campagne fait suite à un sabotage constant de l'hôpital et de la sécurité sociale qui dure depuis 30 ans. Puis, viennent les rapports d'experts sensés apporter un avis mesuré et "scientifique". Un "haut conseil", représentant "les forces vives de la Nation", comme dirait Chirac, remet enfin ses conclusions... Le gouvernement reprend alors les "revendications" du MEDEF pour ouvrir ensuite une "concertation" avec les "partenaires sociaux".

La suite est connue. La division orchestrée par les directions syndicales liées à la "gauche plurielle" fait rage. Les uns signent, les autres pas. Il ne reste plus au gouvernement qu'à présenter des ordonnances lors d'une session extraordinaire du Parlement en juillet, et le tour est joué.

Pourtant, justement, rien n'est joué ! L'inquiétude des travailleurs dans ces domaines est palpable et petit à petit la

colère monte. Il est temps de lancer une grande campagne de mobilisation pour la défense de la sécurité sociale et du service public hospitalier.

Alors que ce pays n'a jamais été aussi riche, que justifierait que ce qui fut possible en 1945, au sortir de la Seconde guerre mondiale, ne le soit plus aujourd'hui, quand la gratuité des soins est facilement faisable ? Mais pour ce faire, encore faudrait-il s'attaquer à des intérêts particuliers et particulièrement puissants : ceux des grandes entreprises capitalistes, laboratoires pharmaceutiques, compagnies d'assurances, business hospitalier des chaînes de cliniques privées.

La mobilisation dans l'unité s'impose pour défendre la sécurité sociale et l'hôpital public !

La mobilisation dans l'unité s'impose pour riposter à l'attaque de 2003 contre les retraites !

La mobilisation dans l'unité s'impose pour en finir avec toute politique au service des capitalistes !

Non au démantèlement de la recherche publique !

Les attaques contre l'université publique, via la décentralisation et la précarisation des diplômes (système LMD / ECTS), ont jeté dans la rue des centaines de milliers d'étudiants, à Rennes comme ailleurs. Parallèlement à ces attaques, le gouvernement, toujours dans la droite ligne des exigences de l'Europe du marché, organise le démantèlement de la recherche publique et sa privatisation. La mobilisation des chercheurs et des personnels liés à la recherche publique ne cesse de prendre de l'ampleur. De pétitions en manifestations, la résistance tente de s'organiser.

L'offensive du gouvernement est violente. Elle se masque en outre derrière une rhétorique de la mauvaise foi et de la fausse information qui traduit un mépris profond pour le monde de la recherche.

Les suppressions de postes sont drastiques. Par rapport aux prévisions du précédent gouvernement (c'est beaucoup dire, quand on sait combien la gauche plurielle a cautionné une politique de licenciements et même organisé la précarité via les emplois jeunes), ce sont pas moins de 1380 postes que le gouvernement a supprimé dans la recherche pour l'année 2003 ! Pour 2004, la suppression est si forte qu'elle représente près de 10% des postes de

titulaires. Ces suppressions ne touchent pas que les seuls chercheurs, mais aussi tous les personnels attachés (techniciens, gestionnaires administratifs...) lesquels représentent par exemple plus des 2 tiers des 550 postes supprimés ! Plus que jamais, la solidarité des chercheurs avec le personnel technique doit prévaloir.

A ces suppressions de postes, s'ajoute la précarisation des emplois. On assiste à une véritable politique de "détitularisation" qui généralise le recours au CDD. Cette politique de contractualisation est un moyen de basculer vers un système de gestion privé, en n'assurant tout simplement plus la pérennité de financement public des nouveaux CDD !

On comprend combien le problème ne peut se réduire à une équation budgétaire. Car ce que traduit ce désengagement de l'Etat et cette précarisation des personnels, c'est bien une politique de privatisation des organismes de recherche publique. Un exemple : la soi-disant "augmentation" de 3,9% du budget de la recherche va bénéficier avant tout aux financements privés, et conforte donc dans les faits la logique de privatisation. Il s'agit de lier la recherche aux seuls objectifs financiers et industriels. Cette logique marchande condamne la recherche fondamentale au profit des seuls travaux directement

traduisibles en monnaie sonnante et trébuchante. Comble de cynisme, les laboratoires dépensent souvent plus pour résister à la concurrence (notamment en publicité...) que pour la recherche elle-même, dont on abandonne des pans entiers, jugés non rentables !

Le démantèlement de la recherche publique n'est qu'une pièce de la politique de destruction des services publics à échelle européenne. Cette politique constitue une véritable régression sociale ! Elle se traduit par la précarisation organisée, le licenciement ou les suppressions de postes, et par la soumission de services essentiels aux populations à des logiques de marché. Face aux attaques contre l'Université et la recherche publiques, étudiants, chercheurs, enseignants et personnels doivent unir leurs forces pour barrer la route gouvernement !

Non à la privatisation de l'Université et de la recherche publique !

Titularisation de tous les personnels précaires !

Fabrice

Je m'abonne à *L'Internationaliste*, bulletin du G.S.I

Mme, Mlle, M. (1) Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

À : Date : Prix : 12 euros pour 6 numéros, 16 euros (soutien) (1)

Frais d'envoi par la poste en 1^{ère} catégorie compris.

Tarif valable pour la France métropolitaine.

Pour les autres régions du monde, prière de nous contacter.

Signature

Paiement par chèque bancaire ou postal uniquement.

Chèque à l'ordre d'APIDO

(1) Rayer les mentions inutiles

Bulletin à renvoyer à : *L'Internationaliste* - APIDO - BP 66 - 94311 - ORLY CEDEX

Élections des représentants étudiants aux conseils centraux de l'université de Paris 3.

Les élections des représentants étudiants aux conseils centraux (Conseil d'Administration, Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire et Conseil Scientifique) de l'université de Paris 3, ont eu lieu les 20 et 21 janvier. Vue la situation actuelle de monde universitaire, il est intéressant d'analyser les résultats et la manière dont ces élections se sont déroulées.

Actuellement, les universités sont l'objet d'attaques sans précédent qui, par la mise en place des décrets ECTS/LMD et l'autonomie universitaire, visent à liquider l'enseignement supérieur public et la reconnaissance des diplômes dans les conventions collectives. Ces réformes, aboutissement d'une politique de privatisation menée depuis de nombreuses années par tous les gouvernements, ont provoqué une série de grèves étudiantes, notamment aux mois de novembre et décembre de l'année dernière. Ces grèves n'ont pas réussi à se centraliser, essentiellement à cause de l'intervention de l'Unef, qui a tout mis en œuvre pour «faire rentrer» les étudiants, après avoir prétendu qu'elle avait obtenu le retrait du projet de loi sur la modernisation universitaire. C'est dans ce contexte que nous avons mené campagne. Nous étions les seuls à avoir une profession de foi qui, sur la base d'une analyse anticapitaliste, exigeait catégoriquement l'abrogation des décrets d'application des ECTS/LMD et le retrait définitif du projet de loi de modernisation universitaire.

Cette année, le nombre de listes présentées était assez important. Il y en avait six : la FSE, Sud étudiant, l'Unef, la Confédération Etudiante, l'Uni et une liste corporatiste. En ce qui concerne la composition des listes, la FSE a présenté quelque 27 personnes différentes, c'est-à-

dire à peu près autant que les appareils de L'Unef et la C.é. Ces trois organisations ont été les seules à présenter des candidats dans chaque conseil. Sud n'a présenté que le minimum de candidats, c'est-à-dire 8, dans deux conseils sur trois.

En ce qui concerne l'attitude des autres organisations pendant la campagne, on peut remarquer que l'Unef, dirigée à Paris 3 par un courant du PS, a réussi à monter sa liste avec l'aide du réseau «révolutionnaire» Socialisme Par En Bas. Cet accord électoraliste pose plusieurs questions : quel est l'objectif des



militants de SPEB, se présentant sur une liste dont la profession de foi demande une bonne application du LMD et qui s'oppose à la grève, alors que pendant les AG ils disent être pour l'abrogation des réformes ? Qu'est-ce que signifie le terme Socialisme Par En Bas ? Ici, en tous les cas, cela signifie accord

bureaucratique par en haut.

De son côté, Sud a plus résolument mené sa campagne contre la FSE que contre les réformes. En effet, cette organisation a surtout fait circuler des rumeurs diffamatoires et des attaques personnelles contre certains membres de la FSE. Cette attitude est d'autant plus étonnante que, juste après ces élections, SUD a cherché un accord dans le cadre de l'élection de la vice-présidence étudiante, poste hautement cogestionnaire et intégré dans l'administration de la fac. Pour nous, bien entendu, en accord avec nos principes fondateurs, il était impensable de prendre part à un tel scrutin. Il était également impensable de faire une alliance avec un syndicat qui a de telles pratiques. Enfin, la Confédération Etudiante, organisation liée à la CFDT et qui a voté pour l'application du LMD au CA de Paris 3 ainsi que l'Uni, se prononcent toutes deux pour les réformes et contre la grève.

Malgré l'intervention de ces nombreuses bureaucraties syndicales, la FSE a bien résisté. Nous remercions les camarades qui nous ont aidé lors des ces élections. Cette année, la participation a été multipliée par deux par rapport à il y a deux ans, mais elle reste tout de même très faible, puisque seuls 10 % des étudiants ont voté. La FSE arrive en troisième position, derrière l'Unef qui obtient environ 530 voix et 11 élus, et le C.é qui obtient environ 300 voix et 6 élus. La FSE obtient 260 voix sur environ 1500, elle a six élus, et des élus dans chaque conseil. Sud obtient environ 240 voix et 5 élus, la liste corporatiste environ 130 voix et 3 élus, enfin l'Uni obtient une centaine de voix et 2 élus.

Mathieu, Raoul, Greg.

Contacte le GSI... et rejoins-nous dans la lutte pour le socialisme.

Je souhaite contacter le Groupe Socialiste Internationaliste, section française de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale.

Nom, prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Courriel : @

Numéro de téléphone :

A retourner à : **APIDO** - BP n°66 - 94311 ORLY CEDEX - Courriel : apido.gsi@wanadoo.fr

**Pour un enseignement européen laïque,
public et gratuit pour tous.**

**Ni application, ni négociation : Abrogation des
décrets Lang ECTS/LMD !**

L'Europe capitaliste du traité de Maastricht s'insère dans le marché mondial. Pour répondre aux exigences des multinationales et du marché, dictées à travers des organismes impérialistes internationaux comme l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) qui a qualifié dans les AGCS (Accords Généraux sur le commerce et les services) l'éducation de «marché du 21^e siècle», les gouvernements tentent de privatiser l'enseignement supérieur avec la mise en place des ECTS et du LMD.

Ainsi, malgré le mouvement étudiant qui a mobilisé près de 20 universités dans toute la France, le gouvernement Chirac-Raffarin et son ministre de l'éducation Luc Ferry ont annoncé que «l'harmonisation européenne» se poursuivrait...à marche forcée. En clair cela signifie que l'autonomie des universités, voulue par le «projet de loi de modernisation des universités», sera mise en place via l'application des ECTS (European Credit Transfert System) et du LMD (pour Licence/Master/Doctorat). Déjà plus de 20 universités en France ont basculé dans ce système.

Les conséquences des décrets Lang ECTS-LMD

Avant les décrets Lang ECTS-LMD, les diplômes qui étaient intitulés par exemple DEUG Mass ou licence d'histoire, devaient sanctionner l'acquisition des mêmes savoirs (même contenu défini par des maquettes nationales, même volume horaire, mêmes modalités d'examen), selon le principe de l'égalité de traitement des étudiants. C'est ce qui garantit la valeur des diplômes reconnus par les conventions collectives et le Code du Travail, qui donnent des droits collectifs aux salariés. **Si les décrets Lang ne sont pas abrogés, les diplômes seront non seulement locaux, mais aussi individualisés : l'employeur pourra savoir exactement quels cours l'étudiant**

aura suivi, et pourra établir une hiérarchie entre les étudiants ayant théoriquement le "même" diplôme.

Avant les décrets Lang ECTS-LMD, il suffisait, pour obtenir un diplôme, de réussir ses examens. Avec les décrets Lang ECTS-LMD, la comptabilisation en crédits ECTS mettra sur le même plan les unités d'enseignement et les stages **généralement obligatoires et non - ou très peu - rémunérés.** Toutes les disciplines sont concernées. **Les patrons vont acquérir un poids croissant dans la délivrance des diplômes.** À Pau, les nouvelles maquettes prévoient de **ne maintenir les enseignements généraux qu'à Pau même et de consacrer les quatre antennes délocalisées exclusivement aux licences professionnelles (avec 12 semaines de stages obligatoires et un droit de veto pour le patron sur la délivrance du diplôme).**

La logique des ECTS-LMD implique la disparition progressive des diplômes nationaux à bac+ 2 et à bac+ 4, comme le confirment les nouvelles maquettes. Aujourd'hui, la majorité des étudiants sortent de l'université avec un diplôme à bac+ 2. La suppression de ces diplômes va donc encore accroître le nombre d'étudiants sortant de l'université sans diplôme. Les ECTS-LMD renforcent donc la sélection sociale puisque les étudiants issus des classes populaires font généralement des études courtes

Non à la décentralisation !

La régionalisation voulue par l'Union Européenne, qui s'est traduite en France par les **lois sur la décentralisation** (votées en mars 2003), est l'axe stratégique par où passent toutes les réformes de privatisation des services publics et donc de l'enseignement supérieur. Comme l'a dit clairement Ferry dans une conférence de presse d'octobre 2002 («de nouvelles perspectives pour l'enseignement

supérieur») : « **Les contenus de formation ne sont plus définis nationalement** ». Or, c'est bien ce démantèlement du caractère national de l'enseignement supérieur que cherche à mettre en place le projet de loi dit de «modernisation universitaire», via l'autonomie des universités.

L'accent est donc mis sur l'autonomie de la gestion financière des établissements. Le texte parle de «réaffecter les moyens budgétaires correspondant à un poste vacant sur une autre dépense» (Le Monde du 10 mai 2003) ! En clair, organiser la réduction d'effectifs par le non-remplacement de postes vacants ! Et comme pour mieux marquer, sans aucune ambiguïté, son intention de saper le service public, le projet de loi impose une limite à cette «liberté» de gestion financière des universités : il leur sera interdit de créer des emplois de fonctionnaires ! Il est également prévu la création d'un C.O.S. (Conseil d'Orientation Stratégique), noyau décisionnel de l'université, composé de personnalités extérieures à l'université ; entre autres de représentants du patronat. Cette politique de destruction du service public s'inscrit dans la droite ligne de la décision du gouvernement de ne pas remplacer un fonctionnaire qui part à la retraite sur deux.

Article 1, II du projet de loi Ferry (version de 06/03) : « les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel peuvent conclure des conventions de coopération et de partenariat avec les collectivités territoriales. (...) »

En clair, à région riche fac riche, à région pauvre fac pauvre !

Pour être compétitif et reconnu sur le marché mondial, du point de vue des capitalistes, il faut mettre en concurrence les grandes écoles et les universités et les universités entre elles notamment avec la mise en place de 8 ou 9 «pôles

(Suite page 9)

(Suite de la page 8)
d'excellence» (plan U3M).

Article 2.1 : « *En vue d'exercer tout ou partie de leur mission, les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel, peuvent s'associer avec d'autres établissements qui participent aux services publics de l'enseignement supérieur et de la recherche pour créer des établissements publics de coopération universitaire.* »

La création (quasi forcée) des établissements publics de coopération universitaire (EPCU) signifie, sous couvert d'autonomie des universités, leur mise en concurrence au mépris de l'égalité devant l'enseignement. En effet, les EPCU, sortes de « super facs » créées par fusion et concentration, sont ces « pôles d'excellence » que prévoyait déjà le rapport Attali (*Pour un modèle européen d'enseignement supérieur*) en 1999, ainsi que le Plan Allègre « pour une université du 3^e millénaire ». L'organisation des formations et des diplômes n'est plus nationale, mais se fait au gré d'une géographie économique et industrielle. Là encore, avantage aux régions riches. C'est aussi la fin du droit à un enseignement égal pour tous quelle que soit notre origine sociale.

Seule une grève générale des étudiants pourra faire aboutir nos revendications

Pour nous, il est clair que seule une mobilisation nationale des étudiants, indépendante des bureaucraties syndicales, sur la base de leurs revendications immédiates exprimées dans des Assemblées Générales souveraines, passant par la grève générale des étudiants, peut faire reculer le gouvernement. **Car, ce que nous voulons, il faudra l'imposer par la lutte !**

La FSE Paris 3 gardera au centre de son intervention syndicale, la lutte pour l'abrogation des réformes ECTS/LMD. En effet, celles-ci signifient l'arrêt de mort de l'université publique, car elles détruisent le contenu national des diplômes. **De plus, dans le cadre des accords de Maastricht, il ne peut y avoir de «bonne harmonisation européenne des diplômes». En effet, il n'existe pas de conventions collectives ni de code du travail européens.**

La FSE Paris 3 fera tout son possible pour aider les étudiants à construire un

mouvement national d'ampleur, ce qui implique, pour nous, le respect et la défense de la plate-forme locale de revendication déjà votée à plusieurs reprises dans les AG de Paris3.

Maintien du DEUG et de la Maîtrise,

Maintien du cadre national des diplômes,

Maintien de la session de rattrapage de septembre,

Refus de l'augmentation des frais d'inscription,

Abrogation des décrets d'application de la réforme ECTS/LMD,

Retrait des mesures votées par le Conseil d'Administration de Paris 3 quant au LMD,

Retrait définitif du projet de loi de modernisation des universités.

Les principes fondateurs de la FSE

Pour nous « *l'étudiant est un travailleur intellectuel et/ou manuel en formation qui a le droit d'obtenir un diplôme lui donnant des droits sur le marché du travail garantis par des conventions collectives et le code du travail* ». Cette définition, issue de la charte de Grenoble, charte fondatrice du syndicalisme étudiant, fait le

Ni aumône, ni charité : un vrai travail, un vrai salaire pour tous !

Beaucoup d'étudiants qui viennent d'obtenir leurs diplômes sont contraints d'accepter un emploi qui requiert une qualification inférieure à la leur ou bien ils ne trouvent tout simplement pas de travail. Contrairement à ce que dit de façon irresponsable Sud-étudiant, à travers sa revendication d'un « salaire socialisé pour la jeunesse », en tant que syndicalistes conséquents nous ne devons en aucun cas partir du principe que le chômage et la précarité sont une fatalité. Alors que ces arguments sont utilisés par le patronat et le gouvernement pour justifier la mise en place des ECTS et la dévalorisation des diplômes en passant notamment par la casse de leur contenu national. Nous devons donc nous battre dans le sens du partage du temps de travail sans perte de salaire, jusqu'à résorption du chômage. Nous devons nous battre pour un vrai travail, un vrai statut et un vrai salaire pour tous.

lien entre les luttes et les revendications étudiantes et celles des travailleurs. Les principes de la FSE :

- L'indépendance politique et financière, vis-à-vis de tout groupe politique, philosophique ou religieux (notamment ceux que la Charte d'Amiens appelle « les partis et les sectes »)

- En tant que syndicat étudiant nous défendons le droit des étudiants quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses.

- L'opposition à tout système cogestionnaire, et toute forme de corporatisme. Car on ne peut défendre le droit à l'éducation pour tous et négocier, comme le font l'UNEF et la Cé (Confédération étudiante liée à la très droitière CFDT), une «bonne privatisation des universités». Ces deux organisations se sont en effet prononcées pour la privatisation, c'est à dire pour le basculement de l'université de Paris 3 vers le système ECTS/LMD.

- La défense des étudiants étrangers. Pour que la carte d'étudiant donne automatiquement droit à une carte de séjour pour tous les étudiants étrangers : abrogation des circulaires Sauvé-Marchand de 1991 qui instaurent le contrôle des préfectures sur le «sérieux» et «la réalité des études» des étudiants étrangers.

- La défense de la laïcité, c'est-à-dire la stricte séparation des églises et de l'Etat et le rejet de l'ingérence de tout intérêt privé, politique et/ou économique, et ce particulièrement en matière d'éducation. C'est pourquoi nous disons : fonds publics à l'école publique ! Non au financement public des écoles privées et confessionnelles !

- L'opposition à la logique capitaliste et ses

institutions comme l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) et l'UE (Union européenne) qui dictent les plans visant à privatiser et rentabiliser tous les pans de la société et l'éducation en particulier. Par ce que nous sommes contre le fait de soumettre nos diplômes et notre éducation aux besoins à courte vue du marché, nous sommes anticapitalistes.

- L'anti-impérialisme, c'est-à-dire la solidarité avec tous les peuples opprimés, colonisés ou semi-colonisés. Pour le droits des peuples à disposer d'eux même, contre toutes les guerres coloniales.

- L'internationalisme, car ce n'est pas à échelle nationale que nous combattons des décisions prises à échelle internationale.

Nous appelons tous les étudiants qui se reconnaissent dans ces principes à nous rejoindre.

FSE -Paris 3 local 333 - Tél. **01 45 87 40 93**
paris3@lutes-etudiantes.com
web : <http://www.lutes-etudiantes.com>

Pour une université laïque, publique et gratuite pour tous, les 20 et 21 janvier 2004 votez, faites voter FSE

Dès 1936, L. Trotsky avait envisagé l'avenir de l'URSS par l'alternative suivante : ou bien la classe ouvrière serait capable de renverser la bureaucratie stalinienne, de mener la révolution politique à la victoire en se réappropriant les soviets et l'ensemble du contrôle de l'URSS, ou bien la bureaucratie stalinienne serait le principal agent de la restauration capitaliste.

En 1989, le mouvement de la classe met à bas l'appareil stalinien, mais faute d'une internationale révolutionnaire, faute d'un parti bolchevik, la bureaucratie stalinienne, alliée à la bourgeoisie, a pu marcher ouvertement vers la restauration capitaliste.

En raison du poids du stalinisme dans le mouvement ouvrier jusqu'alors, la chute du mur de Berlin, l'effondrement du stalinisme, ont créé une réelle désorientation chez bien des travailleurs. Désorientation que la classe, par son mouvement pratique, commence aujourd'hui à surmonter, elle qui saisit de façon plus claire que jamais que les enjeux sont internationaux et que son avenir se joue à cette échelle-là.

Ce qui est beaucoup plus grave, c'est que la fin du stalinisme a amené nombre de militants à considérer que le marxisme était à remiser au rayon des accessoires obsolètes de l'histoire. Ils ont jeté le bébé (les acquis du marxisme et de plus de 150 ans de luttes du mouvement ouvrier) avec l'eau sale du bain (le stalinisme). Dès lors il est "naturel" que les vieux problèmes que l'on croyait réglés refassent surface. Il est "naturel" aussi que, la IVème Internationale restant à reconstruire, le mouvement communiste fasse en quelque sorte une rechute de sa maladie infantile.

De ce point de vue, le terrain a été préparé de longue date par les "théories" du "capitalisme d'Etat" ou de la "double nature" de la bureaucratie stalinienne. Théories qui, dans la pratique, se sont traduites par des tentatives aussi multiples que désespérées pour trouver des raccourcis et des substituts à la construction du parti révolutionnaire. D'où cette recherche fébrile de "nouvelles" avant-gardes, larges de surcroît, ou de "nouvelles" formes d'organisation permettant de dépasser les "vieux" syndicats et les "vieux" partis.

C'est à l'occasion de ces recherches "novatrices" qu'a été remis "au goût du jour" une vieille tendance de ce qu'il faut bien appeler par son nom : le centrisme petit-bourgeois, une variété de centrisme qui évolue, le plus souvent, vers la réaction. Désormais, faut-il organiser des mobilisations "radicales", éventuellement anticapitalistes, sûrement altermondialistes... Mais pour le socialisme ? Surtout pas !

Cette Internationale I 1/2, entre anarchisme et réformisme, entend transformer le monde, mais sans avoir à prendre le pouvoir. D'après elle, il ne faut surtout pas renverser la bourgeoisie car, telle une malédiction divine, le stalinisme ferait inévitablement son retour. D'ailleurs, "Lénine ne serait-il pas le père politique du stalinisme ?", se demande-t-elle, en concluant aussitôt que oui...

A ces conditions *sine qua non*, ne pas s'organiser en parti et ne pas conquérir le pouvoir, tout peut être bon : démolir la sécurité sociale ou l'école ? Il suffit de ressortir les vieilles élucubrations libertaires sur ces questions...! Et qu'importe si ces élucubrations correspondent aux objectifs libéraux et ultralibéraux. Bref, on peut faire la révolution, à condition de ne pas la faire *réellement*.

Spontanéistes et "anti-orgas" sont donc de retour. Chantres de l'interdiction d'interdire et de la liberté d'être, au choix, libre ou asservi, c'est selon. Ils font table rase du passé... celui de la classe ouvrière, de ses combats, de ses acquis théoriques, de ses conquêtes pratiques. La liberté d'expression doit être totale à condition que leurs propres contradicteurs soient condamnés au silence, quitte à recourir à l'intimidation.

Le vigoureux gauchisme d'outre-Atlantique est appelé à la rescousse. Celui qui s'appuyant sur l'empirisme et le pragmatisme a, pour son malheur, produit des gens comme N. Podhoretz ou I. Kristol (le père de W. Kristol). Ces militants ont apporté dans les années 60 et 70 leur caution "de gauche" au mouvement néo-conservateur US, marchant sur les traces d'un J. Burnham. Lequel Burnham, faut-il le rappeler, parti en 1940 de l'opposition petite-bourgeoise

au sein du SWP des Etats-Unis, finira décoré de la médaille du Président des Etats-Unis, en 1982, de la main même de Ronald Reagan !

Enfin, "fin du fin", Lénine et Trotsky sont appelés à la barre pour témoigner contre Lénine et Trotsky. Rien que cela ! Cette révision du marxisme tend à envahir tous les terrains et se mue "naturellement" en une volonté de démanteler tout l'acquis du matérialisme dans les sciences humaines et de la nature.

Cette révision est une nouvelle illustration de ce que l'alternative "socialisme ou barbarie" posée par le Programme de transition, ne souffre pas de troisième voie. Ou bien la révolution socialiste avance, ou alors le monde, l'humanité dans son ensemble, recule. La révolte peut produire la révolution, si un parti révolutionnaire lui permet de vaincre. Sinon, la révolte débouche sur la contre-révolution.

Venant s'ajouter au questionnement de la classe ouvrière suite à la grève de mai-juin 2003, la question de la laïcité de l'école et de l'Etat revient au premier plan du débat dans ce pays, sur la base d'une provocation organisée par la bourgeoisie.

Sur ces deux plans, le positionnement de militants se réclamant - de plus en plus discrètement - du mouvement ouvrier révèle, du même coup, l'ampleur du "désarmement" théorique qui s'est opéré depuis 1989. La "gauche" dans son ensemble et "l'extrême-gauche" se seraient-elles ralliées aux thèses de "l'horizon indépassable du capitalisme", de la démocratie bourgeoise désormais "définitivement établie" ? Seraient-elles incapables de voir s'avancer la réaction qui, pour mieux se faufiler, prend pour nom "démocratie" ou "liberté" ?

L'article qui suit, intitulé "Loi interdisant les signes religieux ostensibles : *Quelle est la main qui se saisira de cette loi ?*" est le premier d'une série qui prétendent apporter une modeste contribution au débat nécessaire pour redonner au mouvement ouvrier sa boussole, la *méthode* de Marx, Engels, Lénine et Trotsky, en lieu et place d'un catalogue de leurs citations dépourvu, le plus souvent, de tout contexte historique.

A propos de la "loi interdisant les signes religieux ostensibles" : "Quelle est la main qui se saisira de cette loi ?"

Roi de Phrygie, Midas aurait reçu de Dionysos le pouvoir de transformer en or tout ce qu'il touchait. Monarque républicain sous la Vème République, J. Chirac transforme en merde toute les "causes" auxquelles il s'attelle, pour les démolir, sous prétexte de les défendre : il en a reçu le pouvoir de la défunte gauche plurielle.

Ainsi, la lutte contre le cancer, est-elle érigée en priorité nationale ? Le remboursement à 100% pour les malades prend du plomb dans l'aile ! Déclare-t-on nécessaire de "sauver" les retraites par répartition ? La loi Fillon leur donne le coup de grâce ! Faut-il également "sauver" la sécurité sociale et l'hôpital public ? L'ultra libéral ministre de la santé, J.-F. Mattéi, planifie leur éclatement et privatisation ! L'année 2004 est-elle déclarée "année de l'emploi"...? Aussitôt, les chômeurs sont-ils désignés comme coupables du chômage ! Et ainsi de suite, et etc., etc.

Et voilà que maintenant, J. Chirac se présente en ardent défenseur de la laïcité de l'Etat et de l'éducation nationale...! Mais qui peut croire, un instant, que les forces sociales et politiques, historiquement les plus hostiles à la laïcité, vont défendre ce qu'elles n'ont jamais cessé de combattre, ce qu'elles ont toujours proclamé vouloir détruire, ce qu'elles cherchent à liquider depuis un siècle ? Entre-temps, beaucoup préfèrent se concentrer sur "le voile", louvoyer et gloser sur la "laïcité", la "république", le "racisme" et "l'islamophobie", participant par là (oui, **participant** !) à la diversion organisée par Chirac et compagnie, acharnés à briser l'école publique pour mieux la privatiser.

Voilà l'arrière-plan d'un débat dès le départ truqué et biaisé, dans lequel s'enferment bien des militants "de gauche" ou "d'extrême-gauche", ainsi que des "démocrates sincères" souvent manipulés par d'autres "démocrates", nettement moins sincères, ceux-là, qui revendiquent la liberté pour mieux y mettre fin... Dans un tel débat, les arguments de raison sont vite balayés par l'invective : intimidations, amalgames, provocations deviennent des armes de choix quand tous les repères historiques sont oubliés ou, pire encore, sciemment ignorés.

Alors, des alliances contre nature s'ébauchent : s'étant laissés enfermer dans le "débat" pour ou contre le voile, pour ou contre la "loi interdisant les signes religieux ostensibles", bien des militants ont ignoré le piège qui leur était tendu et y sont tombés. A l'heure où l'Union Européenne reconnaît implicitement se construire sous la houlette du Vatican, pouvait-il en aller autrement ?

"Quelle est la main qui se saisira de cette loi ?" Le 15 janvier 1850, le républicain bourgeois V. Hugo posait la question à l'assemblée législative, à l'occasion du débat sur la liberté d'enseignement. Comment, en 2003, des militants communistes révolutionnaires pourraient-ils éviter de se la poser, cette question, alors que la bourgeoisie a engagé une remise en cause acharnée des acquis de la classe ouvrière et de l'ensemble des conquêtes démocratiques ? Le "parti clérical" d'alors aurait-il disparu ? Ou, simplement, s'est-il adapté à de nouveaux rapports de forces et a-t-il pris, aujourd'hui, de multiples visages ?

La question a pris une telle ampleur, qu'il est fort probable que ce texte ne soit que le premier d'une série destinée à rétablir un peu de clarté, et de méthode, dans ce débat. Débat très clairement lié à la révision dont le marxisme est l'objet, de façon systématique, y compris dans le domaine des sciences de la nature.

Berlin, 9 novembre 1989

Ce jour-là, le Mur de Berlin s'effondre. Encore 2 ans, et l'URSS éclate. La parenthèse du stalinisme se referme, mais le mouvement ouvrier dans son ensemble est désorienté, y compris une fraction significative de l'avant-garde révolutionnaire. Un vide politique apparaît que de multiples forces, liées pour la plupart au maintien de l'ordre, vont tenter de combler.

La bourgeoisie s'est préparée à l'affrontement ; elle a mis en marche un rouleau compresseur idéologique ultra libéral, sous tendu par la théorie de la "fin de l'histoire" et de la "victoire" du capitalisme régnant, désormais sans partage, sur le monde. Comme

Machiavel en son temps, la bourgeoisie est convaincue que le peuple a besoin de croyances et d'un dieu, bien qu'elle estime, souvent, pouvoir s'en passer elle-même.

Les années 70 ont vu se développer une offensive convergente de l'ensemble des organisations religieuses, notamment via leurs courants intégristes. Chrétiens, juifs ou musulmans¹, les sectes prolifèrent qui trouvent souvent leur origine au cœur de la citadelle impérialiste, les USA. Ces courants ont en commun de se poser comme réceptacle, voie de garage et d'enlèvement, à tous ceux qui renonceraient à chercher une transformation de la société par des voies peu ou prou révolutionnaires. Il s'agit en effet d'un mouvement dialectique : la conscience de classe des opprimés malmenée, et les organisations ouvrières affaiblies par l'onde de choc de l'effondrement du stalinisme, les opprimés tendront à revenir au rassurant opium du peuple, la bourgeoisie se hâtant, bien sûr, de le leur fournir. Cela participe du mouvement de décomposition-recomposition qui saisit toute la société en période de crise politique majeure et durable.

Le retour du (au) religieux

On connaît le mouvement des "born-again", du "revival" autour du protestantisme, grâce au cas célebrissime de G. W. Bush, lequel prétend avoir personnellement vu dieu, en se réveillant d'une cuite mémorable dans les toilettes d'une boîte du Texas. Ces bruyants mouvements, les "born-again", se produisent régulièrement aux USA, généralement autour de situations politiques et sociales difficiles ; un peu comme les "épidémies d'apparitions" des catholiques en France (ou en Croatie), le plus souvent en relation avec l'agitation des milieux d'extrême-droite. Nous rattacherons à ce mouvement, les sectes qui se targuent de faire de la science une nouvelle religion (avec ou sans extra-terrestres). Tout cela, bien entendu, ne fait pas de ces chrétiens des révolutionnaires. Arrêtons-nous là pour les chrétiens et assimilés, sinon on va nous traiter de "christianophobes" ou nous taxer de "racisme anti-chrétien"².

(Suite page 12)

(Suite de la page 11)

Il y a aussi des "born-again jew", des juifs³ minoritaires mais bruyants, eux aussi, saisis par un brutal désir de faire retour à la religion, souvent sous sa forme la plus intégriste, repli accompagné d'un communautarisme accentué, d'une certaine forme d'auto-ghettoisation. Elie Barnavi, ancien ambassadeur d'Israël en France, en a fait le constat avec inquiétude et sagacité, dans sa Lettre ouverte aux Juifs de France (Stock-Fayard, 2002), texte qui mérite une longue citation : "*Cela peut être enfin l'une des conséquences paradoxales de l'effondrement des grandes idéologies laïques. Il faut se souvenir de ce qu'ont été le communisme pour la génération de nos pères, puis différentes formes de gauchisme pour la nôtre, celle qui avait vingt ans en 68. Beaucoup se sont convertis à un judaïsme combatif et exclusif, soit centré sur la synagogue, soit sur un sionisme d'autant plus agressif qu'eux-mêmes le vilipendaient jadis. D'anciens trotskistes ou maos qui s'époumonaient en mai 68 contre Israël (...) sont prêts aujourd'hui à vous sauter à la gorge si vous émettez le moindre doute sur la politique de gouvernement de Jérusalem.*" (p.62-63). Tout cela, bien entendu, ne fait pas de ces juifs des révolutionnaires. Arrêtons-nous là pour les juifs sinon on va nous traiter de "judéophobes" ou nous taxer de "d'antisémitisme"

Globalement, le retour à l'islam correspond à l'occupation du vide laissé par l'effondrement du nationalisme arabe, et ceci en relation avec l'effondrement du stalinisme. En Iran, la révolution islamique n'a été islamique que parce que le Shah s'acharna, suite au renversement du gouvernement du stalinien Mossadegh, à détruire toute trace de mouvement lié de près ou de loin au marxisme. L'islam politique est loin de pouvoir se rattacher partout au même mouvement. Ainsi au Pakistan ou aux Philippines, par exemple. A fortiori, en Arabie Saoudite, où il est lié aux soubresauts d'un régime, miné, dans le cadre de la succession du roi Fahd. Ou tout simplement en Algérie, où d'importants secteurs du FLN, imitant le Boumedienne des années 70, ont tout fait pour se créer une opposition, à leur majesté, en promouvant l'islamisation et l'arabisation de la société (que cette opposition ait débordé le FLN, et pourquoi, sont des questions qui sortent du champ de cet article). Et tout cela, bien entendu, ne suffit pas à faire de ces musulmans des révolutionnaires. Bien ; pour l'instant, nous ne pensons pas devoir être traités "d'islamophobes" ou taxés de

"racistes".⁴

Petites précisions "lexicales"

La polémique qui fait rage et flèche de tout bois, entraîne certains protagonistes sur le terrain d'un à-peu-près lexical qui va au-delà du simple choix de synonymes visant à éviter des répétitions malséantes. Ainsi, utilisent-ils indistinctement les termes de "religion", "peuple", "culture" qui n'ont pas les mêmes valeur et signification. A moins de considérer qu'un peuple pratique *forcément* telle même religion, qu'il partage *forcément* tel même héritage culturel ! De là à considérer qu'ils doivent partager *forcément* tel même patrimoine génétique, il n'y a qu'un pas...! Mais les termes de "nation", "ethnie" ou "race" bannis du langage bienséant, car "politiquement incorrects" puisque connotés de droite ou d'extrême-droite, on fait ce qu'on peut pour ne pas révéler son véritable visage.

Précisons que pour nous, marxistes, le concept de "race" ne s'applique pas à l'humanité car c'est une aberration scientifique. Feu Stephen Jay Gould, biologiste et paléontologue américain, expliquait avec raison que l'espèce *homo sapiens* n'était pas assez ancienne pour s'être subdivisée en races, même si cette espèce a plus des quelque 6000 ans calculés à partir de la Genèse. Critiquer ce texte-ci, commun aux trois religions abrahamiques, va-t-il nous valoir d'être taxés de "judéo-christiano-islamophobes" ?

D'autres ont déjà apporté cette précision ; une "haine" et une "phobie" ce n'est pas la même chose, et la critique n'implique automatiquement ni l'une ni l'autre. Critiquer le christianisme reviendrait-il à dire du mal des Européens ? Mais tous les Européens ne sont pas chrétiens, tous les chrétiens ne sont pas européens, pas même "occidentaux" ! Critiquer l'islam reviendrait-il à dire du mal des Arabes ? Mais tous les musulmans ne sont pas Arabes, tous les Arabes ne sont pas musulmans ! Dans le débat actuel, l'emploi des termes "islamophobe" et "raciste" est à peu près aussi honnête que l'emploi, par Sharon et ses sbires, des termes "judéophobe" et "antisémitisme" : ce ne sont pas des arguments, ce sont des invectives. Ce qui est recherché, dans un cas comme dans l'autre, est de faire taire le contradictoire et le discréditer. Le discréditer non pas parce que ses arguments sont faux, ou mensongers ou excessifs, mais parce il est un contradictoire ; il n'est pas d'accord et il le dit : voilà son tort.

Pourtant, la libre confrontation des *arguments* est la base du débat démocratique, surtout entre militants ouvriers, et c'est tout de même mieux que de se taire alors qu'on n'est pas d'accord. Comme quoi, et nous avons eu souvent l'occasion de le constater, le stalinisme a pollué le mouvement ouvrier dans son ensemble, y compris ceux qui pensaient en être à l'abri. Tous les "démocrates" style Bush ou Chirac vous le diront aussi : l'autocensure est bien plus efficace que la censure. Et c'est ainsi qu'on en arrive à considérer, comme par inadvertance, que telle pratique jugée indigne (de nous, européens-blancs-civilisés ?) peut être acceptée chez d'autres, *différents*, par la religion, la peau, la langue, la "culture"... des pratiques comme l'excision, par exemple (qui n'a rien à voir avec l'islam, précisons-le quand même). Mais, n'est-ce pas, comme "ces gens-là" ne sont pas comme nous, qu'ils sont *différents*, il faut accepter leurs différences, leurs traditions, leur *culture*. Les petites filles et les femmes africaines seraient-elles si *différentes* qu'elles ne ressentiraient pas la douleur, la souffrance ?

Les chantres du "*vivons ensemble avec nos différences*", ces chrétiens de gauche passés par chez Rocard-le-protestant ou Delors-le-catholique, ou encore ces militants du PCF passés par la JOC, tous si semblables aux autres chrétiens, ceux de droite, oublient tout simplement une chose : au-delà de ce qui se voit et s'entend (physionomie, couleur de peau ou de cheveux, langue, habitudes vestimentaires, signes religieux ostensibles ou non, ou ostentatoires ou non), **tous** les humains sont différents ! Même des jumeaux monozygotes, élevés dans la même famille, ne sont pas identiques, puisqu'ils sont des *individus*. Nous sommes tous des *individus*.

Le slogan de la gauche mitterrandienne ne signifie-t-il pas, plutôt, vivons ensemble, *certes*, mais que ceux qui se ressemblent se regroupent entre eux, par "communautés", comme au moyen-âge, chacun sur son petit morceau de ville, à l'américaine ou à l'anglaise, en quelque sorte... et gare à qui se trompe de trottoir ?! Ne sont-ce pas ces gens-là qui ont impulsé, la main dans la main, surtout avec les représentants patentés des "communautés" protestantes et catholique, la notion de "laïcité ouverte" ? Ne sont-ce pas eux qui, pendant vingt cinq ans, ont organisé un certain relâchement sur le port de croix et médailles ? Malheureusement, ce ne sont pas, là, les seules atteintes portées à la laïcité de l'Ecole et de l'Etat.

(Suite page 13)

(Suite de la page 12)

Décentralisation, communautarisme, privatisation

Jadis, les masses ouvrières et, plus généralement, les opprimés se tournaient vers les réseaux du PCF, et comme dans certaines régions l'emprise de l'église catholique n'était pas négligeable, il y avait un certain partage des rôles entre les deux partis. Le mécontentement trouvait une expression et une "dignité" mais, du point de vue de l'ordre républicain, il était canalisé, endigué, enlisé. Aujourd'hui, les réseaux du PCF ont le plus souvent purement et simplement disparu, laissant un vide que l'Etat voudrait combler par des "militants" sous contrôle direct de la bourgeoisie.

Ainsi, lorsque J. Chirac prétend s'opposer aux "dérives communautaires", ça sent le coup fourré, ses déclarations s'accompagnant de la mise en place des lois de décentralisation de Raffarin, suite logique de celles de Mauroy et Defferre en 1981. C'est-à-dire, démantèlement de tous les acquis ouvriers et démocratiques assis sur des textes nationaux (Code du Travail, par exemple) ; c'est-à-dire, mise en concurrence des "collectivités locales" pour le plus grand profit des multinationales. Faut-il être aveugle, politiquement, pour ne pas voir ce qui se passe ! Certes, les Corses et les Antillais ont dit "non" au projet, mais gageons que nos "démocrates laïcs" du gouvernement sauront remettre le couvert le moment venu. En attendant, Chirac a mis en place, avec les ministres de l'intérieur des gouvernements Jospin, Raffarin, Chevènement, Vaillant et Sarkozy, un Conseil Français du Culte Musulman. Conseil dont les musulmans, au départ, ne voulaient pas. Officiellement, il s'agit de mettre les musulmans sur un pied d'égalité avec les autres communautés religieuses, chrétienne et juive. Bref, il s'agirait de "faire une place à l'islam dans la république", et la commission Stasi émet beaucoup de propositions dans ce sens... En créant ce Conseil, l'Etat bourgeois français dote les musulmans d'une représentation nationale au même titre que les autres "communautés", représentation déclinée au plan régional et local.

Du point de vue de Chirac et Sarkozy, que l'UOIF ait remporté les élections audit conseil n'a aucune importance. En effet, dans le domaine de l'intégrisme, il suffit de se pencher sur les déclarations de

l'Eglise de Karol Wojtyła, dit Jean-Paul II, pour comprendre que les barbus et les tonsurés sont souvent sur la même longueur d'ondes, même si en France, du fait de l'héritage du combat contre l'Eglise et contre l'Inquisition⁵ le langage des dignitaires catholiques a atteint une telle perfection, un tel aspect lisse, que nos "chrétiens de gauche" s'y laissent facilement prendre. Pour autant, l'Eglise catholique serait-elle devenue une force de progrès dans le monde ? Si c'était le cas, ça se saurait ! En fait, le discours de l'Eglise de France vise toujours à amortir l'effet des propos du Vatican, mais jamais à les condamner.

Comme les autres, les théologiens musulmans ont compris le parti qu'ils pouvaient tirer de ce double langage pour circonvenir des militants méfiants envers leur doctrine de "réforme" de l'islam, c'est-à-dire, de retour à un islam fondamentaliste (c'est, là, le seul contenu que nous ayons trouvé jusqu'ici au terme de "réforme" de l'islam). Insistons, toutefois, qu'une telle "réforme" ne gêne en rien l'appareil d'Etat et sa police : aussi, ceux qui croient l'Etat gêné, se trompent lourdement et voient des adversaires là où il y a des complices. Aujourd'hui que toutes les grandes "communautés religieuses" sont dotées d'une représentation nationale et de leurs officines locales, l'Etat va pouvoir leur transférer un certain nombre d'activités, de maintien de l'ordre, diront les esprits grincheux dont nous sommes. Maintien de l'ordre dans le sens d'un barrage à toute contestation radicale qui pourrait déboucher sur un mouvement révolutionnaire. Car les communautés servent surtout à cela : mettre en place, dans la société, des corps intermédiaires dont les chefs sont respectés et craints par leurs sujets (dans une communauté, il n'y a pas de citoyen). Malheur, à qui est exclu de la "communauté" ou condamné par elle : Galilée, Spinoza et Rushdi en ont fait l'expérience !

Vient à l'esprit du rédacteur ce reportage, déjà ancien, tourné en Angleterre : on y voit un Sikh *auxiliaire* de la police, affublé d'un chasuble fluorescent, accompagnant des bobes dans leur patrouille d'un *quartier* sikh, afin d'améliorer les rapports entre la police "démocratique" -non raciste, forcément- et la "communauté" sikh issue de l'ancien empire. Ce reportage était sensé vanter les mérites de la police de proximité et d'un système "démocratique" de délation, puisque communautaire, et visant à transformer tout un chacun en *auxiliaire* de police. Car, en effet, ce qui domine partout dans la mondialisation capitaliste c'est la tendance au repli systématique de

l'Etat sur ses fonctions régaliennes (armée, police, justice, collecteurs d'impôt... et religion). Chirac pourrait se définir, à l'égal de Bush, comme un "conservateur compatissant", le côté compatissant étant sensé atténuer les souffrances provoquées par le côté conservateur.

Aussi, tout a vocation à être privatisé, y compris ce qui relève de la solidarité et qui, dans ce pays, est assuré par des services publics. Ailleurs (et en France de plus en plus), le côté compatissant relève des organisations caritatives contrôlées par des organisations religieuses qui, le plus souvent, sont massivement pourvues en fonds publics, fonds qu'elles vont mettre au service de l'ordre, au nom de Jahvé/Dieu/Allah.

D'ailleurs, l'OCDE ayant proclamé "marchés du XXIème siècle" la santé et l'éducation, les gouvernements, en toute logique capitaliste et en s'adaptant aux situations locales, se sont-ils attelés à les privatiser. Cela nécessite tout de même des préalables : quand un service public fonctionne, il faut d'abord le saboter, le dégrader, pourrir ses conditions de fonctionnement, diviser ses personnels, tourner enfin la masse des "citoyens" contre lui pour que la *demande* de privatisation semble venir d'eux, pour "faire démocratique". Les militants britanniques doivent savoir de quoi il retourne, eux qui l'ont vécu sous la botte de Thatcher.

Laïcité

Question : "après 1914", à l'époque de l'impérialisme, peut-on s'en remettre à la bourgeoisie pour défendre les acquis démocratiques ? Non ! Mais à l'inverse (et pour répondre à l'ultra-gauche), doit-on jeter par dessus le bord tous les acquis démocratiques de la révolution bourgeoise, alors même que la bourgeoisie s'y emploie ? Dans le même sens, doit-on rayer d'un trait de plume des acquis ouvriers, au seul motif que ces acquis furent cédés par la bourgeoisie lors qu'elle était menacée de tout perdre ?

Pour être clair : doit-on aider la bourgeoisie à liquider la sécurité sociale au prétexte que la sécurité sociale permet de maintenir les travailleurs en condition d'être exploités par la bourgeoisie ? ! Mais la sécurité sociale permet aussi aux travailleurs de faire autre chose que de travailler : militer par exemple, ou fréquenter les cafés chébrans de l'est parisien, au choix. La gratuité de la santé reste notre objectif : c'est un fait ! Et la

(Suite page 14)

(Suite de la page 13)

liquidation de la sécurité sociale serait tout, sauf une avancée dans ce sens-là !

Idem : doit-on aider Luc Ferry à démanteler l'éducation nationale et à la privatiser, au prétexte que l'autre Ferry, Jules du XIX^{ème} siècle, était un colonialiste ? Ou aux prétextes que l'école permit jadis à la bourgeoisie d'élever le niveau de la main d'œuvre, et que l'école sert toujours à inculquer la "religion de la France" aux élèves qui lui sont confiés ? Mais l'éducation nationale permet aussi, aux travailleurs et à leurs enfants, d'acquérir des connaissances et d'ouvrir leur intelligence à d'autres domaines qu'à leur boulot. Mais l'éducation nationale permet encore, aux travailleurs et à leurs enfants, de sanctionner leurs connaissances par des diplômes se rapportant au Code du Travail et aux conventions collectives... Diplômes, conventions collectives et Code du Travail qui, tous, sont désormais attaqués... et en même temps que l'école !

Oui, l'école publique pourrait et devrait être intégralement gratuite, de la maternelle à l'université, sans aumôniers, sans le statut d'Alsace-Moselle, sans CAPES d'histoire des religions, avec l'enseignement des origines de l'homme selon les théories évolutionnistes, et non selon la Genèse (texte commun au judaïsme, au christianisme et à l'islam). Avec, enfin, éducation physique, piscine obligatoire et éducation mixte, ce qui hérisse les tenants intégristes des trois religions..., et c'est très bien ainsi.

Cette école publique impose le démantèlement des lois, décrets et circulaires anti-laïcs qui se sont multipliés depuis 1905. Car, et on l'oublie trop souvent, en 1905 la bourgeoisie est allée plus loin qu'elle ne le souhaitait en réalisant *partiellement* la revendication des sociaux-démocrates. Le contexte d'alors (de tensions avec le Vatican et, surtout, d'affrontements violents autour de l'affaire Dreyfus) a, en effet, contraint la bourgeoisie à concéder cette loi ; un texte où, toutefois, le maximum était prévu pour permettre à l'Eglise de sauver ses meubles. Dès cette loi votée, la bourgeoisie allait s'y attaquer : ainsi, l'Alsace et la Moselle (sous tutelle allemande en 1905) seront écartées de son champ d'application et, ici, les curés seront fonctionnaires de l'Etat ! Sous Pétain, surtout, dont le régime fut accueilli comme "une divine surprise" par la hiérarchie catholique en 1940, les atteintes à la laïcité de l'Etat et de l'école seront la règle.

On pourrait citer tous les gouvernements

sous la V^{ème} République, de droite comme "de gauche" : chacun y est allé de son petit texte pour une laïcité "ouverte", "apaisée", et etc. etc. Jusqu'à aujourd'hui où, se basant sur le financement public des établissements privés, confessionnels pour la plupart, Chirac et Raffarin préparent l'éclatement total du système, dans son ensemble. Et ceux qui osent s'opposer à un tel retour en arrière, sont illico apostrophés, traités de "laïcards", "d'intégristes laïcs", voire "d'ayatollahs de la laïcité", rien de moins !!!...

Car Chirac le sait, la laïcité de l'Etat est un *principe* politique : il existe ou il n'existe pas, il ne peut être nuancé. Et ceux qui glosent sur la nécessité "r-révolutionnaire" (comme dirait Lénine) de liquider cette exception française car "antidémocratique !" n'émettent, entre-temps, aucune sorte de critique envers les sept monarchies accueillies au sein de l'Union Européenne des 15..., ni la moindre petite réserve sur l'existence, dans certains des états membres, de religions officielles, d'impôts ecclésiastiques, voire de délits de blasphème, délit pourtant disparu en France.

Oui, la laïcité, cet acquis, mérite d'être défendue, mais sa défense doit être subordonnée à la lutte pour le **socialisme**, et non pas à celle pour "une autre mondialisation". Les militants qui se réclament (certes, de plus en plus timidement, pour certains) du marxisme ne peuvent abandonner, dans la société, comme dans leurs propres rangs, la lutte contre la religion. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi de faire figurer quelques textes de Marx, Engels, Lénine et Trotsky en annexe. Car au-delà de la souplesse tactique nécessaire, ces textes reviennent sur les principes du matérialisme historique.

Marxisme

On entend beaucoup l'argument selon lequel, si l'on ne fait pas de concessions sur les "signes religieux" (quid des autres "revendications" à caractère religieux ? Silence radio !), les enfants iront à l'école privée : il faudrait donc accepter les signes...! Et, pourquoi pas, les cours à contenu variable ou facultatifs, les cantines halal ou cashères, séparées, la fin des classes mixtes..., bref : toutes ces "revendications" recoupant, souvent, les desiderata des intégristes des trois religions⁶ ? Entre-temps, les mêmes qui considèrent l'école comme un lieu d'endoctrinement "républicain et nationaliste" ne manquent pas de considérer qu'il ne faut pas en exclure des élèves..., car ils (elles) perdraient un

moyen de s'épanouir et de se construire comme citoyens... Comprenez qui pourra !

Le terrain ayant ainsi été miné pendant 25 ans (par la prolifération tant desdits signes, que des marques et du sponsoring commerciaux des activités scolaires et parascolaires), avec sa loi Chirac vous met désormais devant le dilemme suivant : accepter les signes religieux, ou bien exclure les élèves. Dans le premier cas, les intégristes de toutes les religions auront gagné car ils peuvent déployer l'ensemble de leurs "revendications", une fois l'école privatisée de l'intérieur. Dans l'autre cas, les mêmes intégristes auront encore gagné car ils accueilleront ces élèves dans des écoles privées, financées par l'impôt public.

Quand Madelin, bon indicateur des attentes de la bourgeoisie ultra-libérale, se prononce contre la loi Chirac, ça ne fait pas de cette loi une bonne loi a contrario, mais ça nous permet d'aborder une question cruciale, celle du financement. Aussi, Madelin craint-il que ces élèves exclus du système scolaire ne se retrouvent sous la coupe d'écoles confessionnelles, financées par l'Arabie Saoudite et compagnie. S'interrogerait-il, également, sur le financement des écoles cathos ou juives ? Non, bien sûr ! Mais c'est tout de même une bonne question à poser.

En effet, ce sont bien les partisans de la privatisation de l'enseignement, sous contrôle confessionnel, qui se saisiront de cette loi : ceux du "parti clérical", pour reprendre la dénomination de V. Hugo (et de Lénine, 60 ans plus tard).

Dans sa critique du programme d'Erfurt (cf. annexes), F. Engels nous dit, au point 5 : "*Séparation complète de l'Eglise et de l'Etat. Toutes les communautés religieuses, sans exception, seront traitées par l'Etat comme des sociétés privées. Elles perdent toute subvention provenant des deniers publics et toute influence sur les écoles publiques. (On ne peut tout de même pas leur défendre de fonder, par leurs propres moyens, des écoles, qui leur appartiennent en propre, et d'y enseigner leurs bêtises !)*"

La question centrale de ce débat (mais que peu de militants abordent) est bien la suivante : "fonds publics à l'école publique, fonds privés à l'école privée", cette vieille revendication "laïcarde". La responsabilité de l'Etat est de construire des écoles publiques partout, y compris en Bretagne et en Vendée (où l'enseignement catholique, majoritaire, (Suite page 15)

(Suite de la page 14)

engloutit des masses considérables d'argent public). Le rôle de l'Etat n'est pas de financer des écoles privées mais pourtant il le fait : c'est que la laïcité n'est plus sa tasse de thé, elle est devenue son *problème*.

Mais vivant "après 1914", nous savons que la préservation des conquêtes démocratiques et leur extension passe par une lutte résolue pour en finir avec le système capitaliste, la bourgeoisie et son appareil d'Etat. Cette lutte ne consiste pas à "défendre la république", mais à en finir avec la république bourgeoise et la remplacer par une république socialiste : les Etats-Unis Socialistes d'Europe. Alors, et seulement alors, s'en sera fini de la République Française laïque, comme du Royaume-Uni anglican.

Encore faut-il vouloir combattre pour la révolution socialiste et construire un parti dans ce but. C'est une question pratique, et objectivement posée depuis longtemps. Le stalinisme a été un obstacle majeur sur cette voie, et ses survivants, alliés à la social-démocratie, feront tout pour continuer leur œuvre contre-révolutionnaire... Y compris, s'acoquiner avec des théologiens de tous poils et religions, du moment qu'ils présentent bien, aient un look moderne et ne s'embarrassent pas trop de considérations r-révolutionnaires, ... n'est-ce pas ?

¹Nous pourrions faire le même constat pour ce qui est de l'hindouisme, du bouddhisme, etc. ; l'ensemble des organisations religieuses sont concernées

²En effet, le délit de blasphème n'existant pas en France, certaines organisations chrétiennes intégristes, dans la mouvance de l'extrême-droite,

se sont fait une spécialité de ce genre de plaintes devant les tribunaux.

³Nous orthographions le mot avec une minuscule pour les tenants de la religion, et une majuscule pour le peuple.

⁴Sur la convergence des intégrismes, "Tirs croisés - La laïcité à l'épreuve des intégrismes juif, chrétien et musulman - Caroline Fourest et Fiammetta Venner - Calmann-Lévy - Paris - 2003. On est d'accord ou pas sur les conclusions des auteurs, mais le travail documentaire et sa présentation méritent la lecture, à moins d'avoir un préjugé très favorable au religieux sous toutes ses formes...

⁵Pour mémoire : l'Inquisition n'a pas disparu qui s'appelle de nos jours "Congrégation pour la doctrine de la foi"

⁶Les combattants républicains de la Révolution espagnole ont encore le souvenir de ces combattants musulmans marocains enrôlés par Franco sous la bannière du Christ-Roi.

Annexes sur la religion : *Marx, Engels, Lénine, Trotsky*

K. Marx

¶ La détresse religieuse est, pour une part, *l'expression* de la détresse réelle et, pour une autre, la *protestation* contre la détresse réelle. La religion est le soupir de la créature opprimée, l'âme d'un monde sans cœur, comme elle est l'esprit de conditions sociales d'où l'esprit est exclu. Elle est *l'opium* du peuple. L'abolition de la religion en tant que bonheur *illusoire* du peuple est une exigence que formule son bonheur réel. Exiger qu'il renonce aux illusions sur sa situation c'est exiger qu'il *renonce à une situation qui a besoin d'illusions*. La critique de la religion est donc *en germe la critique de cette vallée des larmes* dont la religion est l'aurore.

La critique a dépouillé les chaînes des fleurs imaginaires qui les recouvraient, non pour que l'homme porte des chaînes sans fantaisie, désespérantes, mais pour qu'il rejette ces chaînes et

cueille les fleurs vivantes. La critique de la religion détruit les illusions de l'homme pour qu'il pense, agisse, façonne sa réalité comme un homme sans illusions parvenu à l'âge de raison, pour qu'il gravite autour de lui-même, c'est-à-dire de son soleil réel. La religion n'est que le soleil illusoire qui gravite autour de l'homme tant que l'homme ne gravite pas autour de lui-même."

Intro. de la Critique de la philosophie de Hegel - 1843-44 in Karl Marx & Friedrich Engels, Sur la religion, Editions sociales, Paris 1972, p. 42.

F. Engels

¶ 5. Séparation complète de l'Eglise et de l'Etat. Toutes les communautés religieuses sans exception seront traitées par l'Etat comme des sociétés privées. Elles perdent toute subvention provenant des deniers publics et toute influence sur les écoles publiques. (On ne peut tout de même pas leur défendre de fonder, par leurs propres moyens, des écoles, *qui leur appartiennent en propre*, et d'y enseigner leurs bêtises !)

6. "Laïcité de l'école" tombe alors, sa place est dans le paragraphe précédent."

Le 21 juin 1891, Critique du Programme d'Erfurt, Editions sociales, Paris 1972, p.106.

V. I. Lénine

I l serait trop long de reproduire intégralement ici (il le mériterait) le texte "Socialisme et religion" du 3 décembre 1905. Oeuvres complètes, Tome 10, Editions sociales Paris, Editions du Progrès Moscou, 1977, p.80 à 85) ou :

<http://www.marxists.org/francais/lenin/works/1905/12/vil19051203.htm>

Et puis...

(Suite page 16)

(Suite de la page 15)

» "La religion est l'opium du peuple.". Cette sentence de Marx constitue la pierre angulaire de toute conception marxiste en matière de religion. Le marxisme considère toujours la religion et les églises, les organisations religieuses de toutes sortes existants actuellement comme des organes de la réaction bourgeoise, servant à intoxiquer la classe ouvrière.

Et, cependant, Engels a condamné maintes fois les tentatives de ceux qui, désireux de se montrer "plus à gauche" ou "plus

révolutionnaires" que les sociaux-démocrates, voulaient introduire dans le programme du parti ouvrier la franche reconnaissance de l'athéisme en lui donnant le sens d'une déclaration de guerre à la religion."

De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion. 13 (26) mai 1909. In *Lénine, Oeuvres complètes, Tome 15, Editions sociales Paris, Editions du Progrès Moscou, 1977, p.433*).

» On s'est mis à interpréter les principes du programme d'Erfurt en ce sens que nous, social-démocrates, que notre parti considère la religion comme une affaire privée, que pour nous en tant que parti, la religion est une affaire privée. Sans engager une polémique ouverte contre ce point de vue opportuniste, Engels a jugé nécessaire, après 1890, de s'élever contre lui, non sous sa forme polémique, mais sous une forme positive. En effet, Engels,

l'a fait sous la forme d'une déclaration (...) disant que la social-démocratie considère la religion comme une affaire privée *en face de l'Etat*, mais non envers elle-même, non envers le marxisme, non envers le parti ouvrier."

De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion. 13 (26) mai 1909. In *Lénine, Oeuvres complètes, Tome 15, Editions sociales Paris, Editions du Progrès Moscou, 1977, p.434*).

» Le marxiste doit être un matérialiste, c'est-à-dire un ennemi de la religion, mais un matérialiste dialectique, c'est-à-dire envisageant la lutte contre la religion, non pas de façon spéculative, non pas sur le terrain abstrait et purement théorique d'une propagande toujours égale à elle-même mais de façon concrète, sur le terrain de la lutte des classes réellement en cours, qui éduque les masses plus que tout et mieux que tout. Le marxiste doit savoir tenir compte de l'ensemble de la situation concrète ; il doit savoir toujours trouver le point d'équilibre entre l'anarchisme et l'opportunisme (cet équilibre est relatif, souple, variable, mais il existe), ne tomber ni dans le

"révolutionnarisme" abstrait, verbal et pratiquement vide de l'anarchisme, ni dans le philinistisme et l'opportunisme du petit bourgeois ou de l'intellectuel libéral, qui redoute la lutte contre la religion, oublie la mission qui lui incombe dans ce domaine, s'accommode de la foi en Dieu, s'inspire non pas des intérêts de la lutte des classes, mais d'un mesquin et misérable petit calcul : ne pas heurter, ne pas repousser, ne pas effaroucher, d'une maxime sage entre toutes : "Vivre et laisser vivre les autres", etc."

De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion. 13 (26) mai 1909. In *Lénine, Oeuvres complètes, Tome 15, Editions sociales Paris, Editions du Progrès Moscou, 1977, p.438*).

A propos de la France et de l'Allemagne : "L'anticléricalisme bourgeois, comme moyen de détourner l'attention des masses ouvrières du socialisme, voila ce qui, en Occident, a précédé la diffusion parmi les social-démocrates, de leur actuelle "indifférence" envers la lutte contre la religion. Là encore cela se conçoit et c'est légitime, car à l'anticléricalisme bourgeois et bismarkien, les sociaux-démocrates devaient opposer la *subordination* de la lutte contre la religion à la lutte pour le socialisme.

De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion. 13 (26) mai 1909. In *Lénine, Oeuvres complètes, Tome 15, Editions sociales Paris, Editions du Progrès Moscou, 1977, p.442*).

L. Trotsky

Contexte : J. Burnham, un des responsables du courant petit bourgeois du SWP des USA ayant comparé le matérialisme dialectique à une religion, Léon Trotsky lui répond dans une lettre ouverte et aborde nécessairement la question de la religion : "Ou peut-être voulez-vous dire que la religion n'a aucune importance politique ? Qu'il serait possible d'être en même temps un homme religieux et un communiste conséquent, un combattant révolutionnaire ? Il est peu probable que vous vous risquiez à proférer une pareille affirmation. Evidemment nous nous comportons avec prudence vis-à-vis des préjugés religieux d'un travailleur arriéré. S'il désire combattre pour notre

programme nous l'acceptons comme membre du parti. Mais en même temps notre parti l'éduquera avec persistance dans l'esprit du matérialisme et de l'athéisme. (...) Dans la bourgeoisie instruite il y a pas mal de gens qui ont rompu individuellement avec la religion, mais ils gardent leur athéisme exclusivement pour leur consommation personnelle. Ils pensent en leur for intérieur et disent souvent en public qu'il est utile au peuple d'avoir une religion."

Lettre ouverte à Burnham. 7 janvier 1940. In *Défense du marxisme, EDI, Paris 1976, p. 163*

» La discussion a révélé indiscutablement à l'intérieur du Parti un heurt entre une tendance petite-bourgeoise et une tendance prolétarienne. La tendance petite-bourgeoise démontre son désarroi en tentant de réduire le programme du parti à la petite monnaie des "problèmes concrets". La tendance prolétarienne s'efforce, au contraire, de ramener toutes les questions partielles à une unité théorique. Le problème pour le moment n'est pas de savoir dans quelle mesure tel ou tel membre de la majorité (du SWP, NdR) applique consciemment la méthode dialectique. Ce qui est important c'est que la majorité dans son ensemble s'efforce de poser les questions de façon prolétarienne et, en raison de cela, tend à assimiler la dialectique qui est "l'algèbre de la révolution". Les opposants, m'a-t-on dit, saluent par des éclats de rire la mention même du mot "dialectique". Ils ont bien tort. Ce procédé indigne ne servira à rien. La dialectique du processus historique a plus d'une fois déjà cruellement puni ceux qui tentaient de s'en moquer."

D'une égratignure au danger de gangrène. 24 janvier 1940. In *Défense du marxisme, EDI, Paris 1976, p. 192*

Sur la réunion du PSTU avec la sénatrice Heloisa Helena et l'ex-député Milton Temer

Etant donné la dégénérescence du PT, cela fait un certain temps que le PSTU défend la nécessité d'unifier toute la gauche socialiste et les militants des mouvements sociaux pour construire un Nouveau Parti. En tant qu'instrument de la classe ouvrière pour une réelle transformation sociale du pays le PT est mort. Ce Nouveau Parti est une nécessité pour les travailleurs et pour la jeunesse, et en ce sens nous saluons l'initiative de la Sénatrice et des secteurs politiques, qui se sont réunis à Rio pour discuter de ce sujet.

Cependant, la réunion que nous avons eue avec la sénatrice et l'ex-député Milton Temer, nous a interpellé. Nous avons été informés que la réunion de l'après-midi – de laquelle nous étions exclus – avait déjà défini le fonctionnement du Nouveau Parti, et qu'une telle décision n'était pas sujette à débat et qu'il n'y aurait pas de décision ultérieure ou de discussion dans le cadre d'un forum avec la participation de la base sur cette question. Les camarades ont déjà défini que le Nouveau Parti aura le même mode de fonctionnement que le PT, c'est-à-dire qu'il fonctionnera sur la base de tendances permanentes.

Le PSTU défend un parti avec droit de tendances, mais il ne défend pas un

fonctionnement sur la base de tendances permanentes, qui est le fonctionnement actuel du PT, car nous le considérons qu'il est anti-démocratique. En effet, cela ne permet pas que la base décide et encore moins qu'elle contrôle la direction, les figures publiques, les parlementaires, etc., qui font ce qu'ils veulent sans se soucier de l'opinion des militants.

Il est légitime que les camarades défendent cette forme de fonctionnement, de même que la position défendue par le PSTU et d'autres secteurs politiques est légitime. Ce qui n'est pas correct et ce qui constitue, à notre avis, une grave erreur, c'est le fait que les camarades ne permettent pas que ce thème soit débattu et défini collectivement avec la participation de la base. Ce n'est pas un comportement adapté si nous voulons construire un parti réellement démocratique et contrôlé par ses militants.

En effet, le fonctionnement, de même que la stratégie et le programme déterminent une conception de Parti et ce sont des thèmes qui doivent être débattus et définis démocratiquement par tous les militants qui veulent construire ce Parti. L'exemple du PT est clair: sa forme de fonctionnement correspond à la stratégie de donner la priorité aux élections et aux

institutions bourgeoises au détriment des luttes et de l'organisation des travailleurs pour une transformation socialiste de la société.

Mais au PSTU, nous continuons à considérer comme fondamentale l'unité, la construction d'un mouvement unitaire pour un Nouveau Parti, dans lequel tous les courants ainsi que tous les militants qui n'appartiennent à aucun courant, participent et aient le droit de discuter pour en définir les principes fondamentaux.

Cet avec cet état d'esprit que nous allons analyser les informations que la sénatrice Heloisa Helena et l'ex-député Milton Temer nous ont transmises. Nous allons réunir la direction du PSTU et nous allons également débattre de cette question avec les autres partenaires qui construisent avec nous le Mouvement pour un Nouveau Parti afin de prendre une décision collective dans les prochains jours.

São Paulo, 20/01/04

Zé Maria de Almeida

Président National du PSTU

“Il faut un mouvement unitaire pour un Nouveau Parti” Zé Maria, Président national du PSTU

Le PSTU a été la première organisation à proposer — depuis déjà un certain temps — la formation d'un Mouvement pour un Nouveau Parti, qui regroupe toute la gauche socialiste et tous les militants des mouvements sociaux, pour que ensemble, nous puissions construire une alternative au PT. Un instrument politique pour organiser les luttes des travailleurs, avec l'objectif d'une réelle transformation sociale du pays. C'est pourquoi nous

saluons l'initiative des “parlementaires radicaux” pour construire un Nouveau Parti.

En revanche, nous sommes extrêmement inquiets de ce qui s'est passé le 19 janvier, lorsque les députés “radicaux”, la sénatrice Heloisa Helena, l'ex-député Milton Temer et l'intellectuel Carlos Nelson Coutinho ont réalisé une réunion avec d'autres secteurs politiques, de laquelle le PSTU et d'autres groupes de

gauche ont été exclus.

Nous sommes encore plus inquiets depuis la réunion réalisée juste après cet événement, entre la sénatrice Heloisa et l'ex-député Milton Temer et les membres de la direction du PSTU. Nous avons alors été informés que la réunion de l'après-midi avait déjà défini le fonctionnement du Nouveau Parti, et que,

(Suite page 18)

comme le PT, il fonctionnerait avec des tendances permanentes et que ce principe — selon les mots de la sénateur et de l'ex-député — était une préalable indiscutable. Par conséquent ce principe de fonctionnement n'est pas sujet à discussion et n'est pas susceptible d'être modifié, même dans par l'avenir.

Les erreurs concernant le projet de Nouveau Parti

Selon nous, les camarades ont commis deux graves erreurs, qui ne touchent pas seulement le PSTU ou les secteurs politiques exclus. Elles concernent et affaiblissent fondamentalement les efforts de milliers de militants socialistes qui, face à la trahison du PT, ont besoin d'un Nouveau Parti et veulent le construire.

Le premier point est qu'avec toutes les forces des différents secteurs de la gauche socialiste additionnés, nous sommes peu nombreux pour construire un parti à la hauteur des exigences immédiates et historiques de notre classe. Exclure des secteurs de la gauche révolutionnaire qui veulent participer au processus est donc injustifiable. D'autant plus que les secteurs exclus n'imposent pas, et n'ont jamais imposé, de conditions préalables pour faire partie de la construction de cette alternative.

La seconde erreur est de décider dans une réunion de 30 personnes du fonctionnement du parti et de poser cette décision comme un préalable indiscutable: les dites tendances permanentes, semblables au fonctionnement du PT. Les camarades revendiquent le "PT des origines" des années 80, mais semblent oublier qu'à cette époque même le PT n'a pas exclu des secteurs politiques qui voulaient y participer.

Nous pensons que le Nouveau Parti ne doit pas être un nouveau PT et nous ne sommes pas d'accord avec la position des camarades sur le fonctionnement du parti. L'argument selon lequel ce fonctionnement garantit le liberté et la démocratie n'est pas raisonnable. En effet, ce n'est pas ce que l'expérience du PT a montré. Le PT fonctionne sur la base de tendances permanentes. Quelle démocratie y a-t-il au sein du PT? La seule liberté qui existe est celle des dirigeants, des parlementaires et des figures publiques qui font ce qu'ils veulent, alors que la base est sollicitée pour faire campagne électorale tous les deux ans.

Un parti orienté vers les luttes a besoin d'une centralisation politique.

Mais la position des camarades est légitime et doit être débattue. Le PSTU ne propose pas non plus une centralisation politique dans l'immédiat. Au contraire, le Mouvement doit fonctionner sans centralisation politique, justement car cette centralisation ne sera possible que comme étant le fruit du débat entre toutes les opinions, pour construire un programme commun à partir d'une intervention commune dans les luttes.

Le plus grave dans ce cas, est que 30 personnes jugent avoir le droit de décider comment va fonctionner un Nouveau Parti, qui n'existera que si des milliers de militants à travers tout le pays sont disposés à travailler et à lutter pour sa construction. Comment cela est-il possible? D'un côté, une trentaine décide et de l'autre côté des milliers de militants exécutent? Sans même qu'ils ne puissent donner leur opinion? Or, le fonctionnement n'est pas une question sans importance. Il définit, par exemple, comment les décisions seront prises. Est-ce ainsi que cela va se passer? La direction va décider et le base va exécuter?

Quel parti voulons-nous, pour quelle stratégie?

C'est la réelle question de fond et la plus importante à débattre, car construire un parti est une chose sérieuse. Nous devons définir clairement quel est l'objectif de ce parti et quelle la stratégie nous devons adopter pour atteindre ce but. C'est en partant de là que nous devons discuter du fonctionnement.

Nous considérons que face à la barbarie capitaliste et la trahison du PT, le Nouveau Parti doit établir clairement dans son programme, l'objectif de réaliser une transformation socialiste dans notre pays et de construire une nouvelle société à partir de la destruction du système capitaliste. Nous considérons que la défense du socialisme ne peut pas être réduite aux discours prononcés les jours de fêtes. Le parti doit montrer clairement qu'il ne sera possible d'atteindre cet objectif que par une rupture avec le régime de domination de la bourgeoisie, et donc avec les institutions de l'Etat qui existent.

Evidemment cela ne se passera pas par la voie électorale, en respectant les règles du régime "démocratique-bourgeois",

grâce auquel la bourgeoisie exerce son pouvoir; cela ne passera pas non plus en accumulant des responsabilités dans l'Etat, pour essayer de le réformer. Une stratégie de ce type — électorale et dans le cadre des institutions en vigueur, pour réaliser des réformes du système capitaliste — a été adoptée par le PT. On a vu le résultat.

Pour arriver au pouvoir et réaliser les transformations qui ouvrent le voie à la construction du socialisme, le Nouveau Parti doit adopter une stratégie de mobilisation des masses, d'insurrection des travailleurs et des plus pauvres et de révolution socialiste.

Cela ne signifie pas que devons mépriser la lutte politique dans d'autres domaines ou que nous devons abandonner la participation aux élections. Mais cela signifie que ce n'est pas notre combat prioritaire et que ce n'est pas non plus notre stratégie.

Ce débat n'est pas lié à la conjoncture. Nous pouvons avoir des lectures différentes de l'évolution de la situation politique du pays. Ce processus de rupture insurrectionnelle peut se passer dans trois, dix ou vingt ans, peu importe. Mais si nous comprenons que c'est l'unique manière de réaliser la transformation socialiste dans notre pays, le parti doit définir cette stratégie comme la sienne et y travailler pour la préparer dès maintenant. Pour y arriver, il doit avoir des politiques adaptées à la conjoncture, mais avec un objectif clair pour son action.

En voyant le document présenté par les camarades, on remarque qu'ils ne se réfèrent même pas à cette question. Le document fait allusion au socialisme, mais n'avance pas au-delà de l'anti-libéralisme. Pire: il ne fait même pas référence à la nécessité d'une totale indépendance de classe des travailleurs par rapport à la bourgeoisie, alors que ce principe était présent même dans la première charte du PT, celui des origines.

Le fait de ne pas aborder cette question pose un problème important. Un parti qui ne se définit pas comme un instrument révolutionnaire, pour la lutte, pour la destruction du régime et de l'Etat bourgeois, finit par restreindre l'horizon de son action aux limites de la société capitaliste et de ses institutions "démocratique-bourgeoises". Dans ce cadre, la seule "sortie" possible sont les élections.

Quand nous parlons du danger
(Suite page 19)

(Suite de la page 18)

électorale, certains camarades qui ne comprennent l'importance du problème, montrent de l'énervement, comme s'il s'agissait d'une attaque personnelle envers les parlementaires qui ont décidé d'affronter la direction du PT. En réalité, le danger que nous soulignons, c'est le danger de définir une stratégie électorale pour le parti (ou de, par manque de clarté, d'emmener le parti dans cette direction), en effet cela emmènera forcément le parti dans la même direction que le PT.

O PT a été efficace pour disputer les élections. C'est indéniable. En ce sens, il n'est pas possible de comprendre l'attachement, de la part des camarades, à la défense des tendances permanentes comme forme de fonctionnement du parti. C'est un fonctionnement approprié pour un parti qui a une stratégie

électorale. Mais il est inutile pour un parti qui veut faire une révolution.

Ni veto, ni préalables. Unité!

Ce sont nos opinions. Nous savons qu'il en existe d'autres qui sont divergentes. La seule manière mure et démocratique de dépasser ces différences et de construire une base politique commune, supérieure à chacune des opinions isolées, c'est de réaliser un débat de fond, large et démocratique, avec la participation de tous. Cela vaut pour le programme, pour la conception, pour la stratégie, pour le fonctionnement du parti etc. C'est le défi, la tâche et la responsabilité de tous les secteurs de la gauche socialiste en ce moment.

Il n'y a pas de monopole de construction d'un Nouveau Parti. Tous peuvent et doivent y participer. C'est pourquoi nous

avons trouvé que les préalables établis par les camarades qui se sont réunis à Rio le 19 janvier n'étaient pas raisonnables. Nous ne trouvons pas non plus raisonnable d'exclure quelque secteur de la gauche socialiste que ce soit, qui veut participer à ce processus.

La construction de cette unité est une obligation pour tous les secteurs de gauche et nous y participerons. Nous voulons participer aux discussions, visant à la construction du nouveau parti, et nous défendons le fait que ces discussions soient ouvertes à tous les militants, de même que nous considérons que les décisions qui doivent être prises dans ce processus doivent l'être avec la participation effective de la base.

Opinião Socialista N° 165

Lettre ouverte

Il faut un Mouvement unitaire pour un Nouveau Parti

En novembre de l'année dernière, pendant le Forum Social Brésilien, suite aux débats, aux séminaires et aux plénières qui ont eu lieu dans tous le pays, le Mouvement pour un Nouveau Parti Socialiste a été lancé dans notre pays.

Cette initiative partait de l'analyse qu'un nouveau parti, regroupant la gauche socialiste et se constituant comme un instrument de lutte pour la transformation socialiste de notre pays, **est une nécessité**. Cette analyse est due tant à **la dégénération du PT, qu'à la recomposition politique ouverte**, depuis l'arrivée de Lula au poste de président de la république.

Ce Mouvement regroupe divers secteurs organisés de la gauche socialiste brésilienne et plusieurs militants des mouvements sociaux qui, à partir de diverses trajectoires et positionnements politiques, ont décidé d'unir leurs efforts pour construire cette alternative.

C'est une **initiative unitaire, sans discrimination**, parce que nous considérons que l'unité de la gauche socialiste est la seule manière de rallumer la flamme de la lutte de milliers de brésiliens touchés par la capitulation du PT. **Une nouvelle division sera une nouvelle source de démotivation et de scepticisme.**

Ainsi, de même que nous saluons la décision des parlementaires "radicaux", de l'ex-député Milton Temer et d'intellectuels comme Carlos Nelson Coutinho, de se lancer dans la construction d'un nouveau parti de gauche dans notre pays, nous **sommes obligés de mentionner une profonde inquiétude par rapport à ce qui s'est passé le 19 de janvier**. Ce jour-là, ces camarades ont réalisé une réunion avec d'autres secteurs politiques, **de laquelle ils ont exclu délibérément et expressément d'autres groupements de gauche qui composent notre Mouvement**.

Après cette évènement, les **dirigeants du PSTU (parti également exclu de la réunion) ont été informés que le fonctionnement du Nouveau Parti était déjà défini**. Comme le PT, il fonctionnerait sur la base **de tendances permanentes**. Selon les mots de la sénateur Heloísa et de l'ex-député Temer, ce principe est une « clause fondamentale », qui n'est pas sujette à discussion et qui n'est pas susceptible de modification, même dans l'avenir. **De plus, certains points programmatiques sont également déjà définis**.

Les erreurs qui concernent le projet de Nouveau Parti

Trois erreurs de base ont été commises et

doivent être corrigées.

En premier lieu et c'est pour nous le point le plus important, ces camarades ont méprisé le fait que avec toutes les forces des différents secteurs de la gauche socialiste additionnés, nous sommes peu nombreux pour construire un parti à la hauteur des exigences immédiates et historiques de notre classe. Exclure des secteurs de la gauche révolutionnaire qui veulent participer à cette initiative est donc injustifiable. Les camarades revendiquent le "PT des origines" des années 80, mais semblent oublier que même le PT n'a pas exclu des secteurs politiques qui voulaient y participer.

La seconde erreur est de décider dans une réunion de 30 personnes du fonctionnement du parti et de présenter cette décision comme préalable indiscutable.

La troisième erreur, à travers une initiative irrespectueuse et divisionniste, a été de feindre de ne pas reconnaître qu'un processus de débats était déjà ouvert, depuis la milieu de l'année dernière.

Nous pensons que le Nouveau Parti ne doit pas être un nouveau PT. Il doit être quelque chose de supérieur, capable d'éviter la répétition des erreurs qui ont

(Suite page 20)

mené au gouvernement Lula et à son alliance néo-libérale. En ce sens, nous pensons à un programme qui ne soit pas un programme fait pour une alliance avec les libéraux; nous pensons à un fonctionnement qui ne repose pas sur les tendances internes, et qui ne subordonne pas la démocratie au pluralisme; nous pensons à des tactiques qui ne se limitent pas aux élections ou qui n'en font pas un objectif principal; nous pensons à une stratégie qui ne se limite pas uniquement à l'affrontement avec le néo-libéralisme.

partis bourgeois et il ne défend pas l'alternative que constitue un gouvernement des travailleurs, principe présent dans la première charte du PT.

De plus, un parti qui ne se définit pas comme un instrument révolutionnaire, pour la lutte et pour la destruction du régime et de l'Etat bourgeois, finit par restreindre l'horizon de son action aux limites de la société capitaliste et de ses institutions "démocratique-bourgeoises".

l'immédiat. Au contraire, nous avons tous réaffirmé que le **Mouvement pour un Nouveau Parti doit fonctionner sans centralisation politique.** Justement car cette centralisation ne sera possible que comme étant le fruit du débat entre toutes les opinions, pour établir un programme commun à partir d'une intervention commune dans les luttes.

Ni veto, ni préalables. Unité!

La seule manière mure et démocratique de dépasser ces différences et de construire une base politique commune, supérieure à chacune des opinions isolées, c'est de réaliser un débat de fond, large et démocratique, avec la participation de tous – comme nous l'avons fait et comme nous continuerons à la faire. Cela vaut pour le programme, pour la conception, pour la stratégie, pour le fonctionnement du parti etc. C'est le défi, la tâche et la responsabilité de tous les secteurs de la gauche socialiste en ce moment.

Il n'y a pas de monopole de construction d'un Nouveau Parti. Tous peuvent et doivent y participer. C'est pourquoi nous ne sommes pas d'accord pour exclure quelque secteur de la gauche socialiste que ce soit, qui veut participer à ce processus.

La construction de cette unité est une obligation pour tous les secteurs de la gauche et nous y participerons activement. Nous voulons participer aux discussions, visant à la construction du nouveau parti, et nous défendons le fait que ces discussions soient ouvertes à tous les militants, de même que nous considérons que les décisions qui doivent être prises dans ce processus, doivent l'être avec la participation effective de la base.

En ce sens, nous invitons tous les camarades, en particulier ceux qui étaient à la **réunion du 19 janvier**, aux plénières du Mouvement pour le Nouveau Parti, qui seront réalisées dans tout le pays. Nous établirons un calendrier et une série de débats, exactement sur les bases du Nouveau Parti, en définissant un agenda de luttes sociales et politiques et en lançant la revue du Nouveau Parti, en débat - ouvert à toutes les opinions de la gauche socialiste.

São Paulo, 23 janvier 2004
Mouvement pour un Nouveau Parti Socialiste – MNPS



Nous pensons à une lutte anticapitaliste qui avance effectivement vers le socialisme.

Il est important de remarquer que le document émanant de la réunion du 19 janvier **ne se réfère pas à la question stratégique.** Le document fait allusion au socialisme, mais n'avance pas au-delà de l'anti-libéralisme. Il ne critique pas le gouvernement Lula en tant que gouvernement d'alliance avec les

Dans ce cadre, la seule "sortie" possible sont les élections et la lutte pour le socialisme ne sera rien de plus qu'un vœu pieu.

Mais la position des camarades, comme la notre ou encore d'autres positions, sont légitimes et doivent être débattues.

C'est pourquoi, ceux qui **proposent une centralisation politique du Nouveau Parti, dans lequel la démocratie prédomine, ne le proposent pas dans**